

L'avenir de l'Afrique

Yves BIYAH, Joseph BRUNET-JAILLY, Thomas CHALUMEAU,
Georges COURADE, Massaër DIALLO, Khaled IGUÉ,
Jérôme KOUMBA, Dominique LECOURT, Jean-Claude SEYS.

L'avenir de l'Afrique

Retranscription des débats du Colloque
du 12 décembre 2019.

Yves BIYAH, Joseph BRUNET-JAILLY, Thomas CHALUMEAU,
Georges COURADE, Massaër DIALLO, Khaled IGUÉ,
Jérôme KOUMBA, Dominique LECOURT, Jean-Claude SEYS.

LES COLLOQUES DE L'INSTITUT DIDEROT

SOMMAIRE

Avant-Propos	P. 5
Dominique Lecourt	

L'avenir de l'Afrique - Introduction	P. 9
Yves Biyah	

ÉCONOMIE

I. Comment l'Afrique comble-t-elle son retard technologique ?	P. 18
Thomas Chalumeau	

II. La croissance économique à l'horizon 2030	P. 26
Khaled Igué	

Discussion	P. 30
-------------------------	-------

ÉVOLUTIONS SOCIÉTALES, ENVIRONNEMENT & SANTÉ

I. Santé publique et développement économique	P. 36
Joseph Brunet-Jailly	

II. Quelle place pour l'environnement en Afrique ?	P. 41
Jérôme Koumba	

Discussion	P. 43
-------------------------	-------

POLITIQUE

I. Les défis du XXI^e siècle	P. 46
Georges Courade	

II. Panafricanisme et sécurité	P. 54
Massaër Diallo	

Questions de la salle	P. 62
------------------------------------	-------

Conclusion	P. 68
Jean-Claude Seys	

Les publications de l'Institut Diderot	P.70
---	------

AVANT-PROPOS

La démocratie telle qu'elle fonctionne, vaille que vaille, en Occident est souvent idéalisée dans bon nombre de pays africains. J'ai personnellement rappelé, lors de mes nombreux déplacements professionnels en Afrique francophone, anglophone ou lusophone, que les conditions de l'exercice du bien commun en Occident restent fragiles, aujourd'hui encore. Il faut bien constater que la vie démocratique demeure un combat permanent contre les forces qui désirent la détourner à leurs profits. Bref, en ce domaine, rien n'est jamais définitivement acquis...

Les indépendances ont été souvent menées par des dirigeants vite érigés en « Pères de la Nation ». D'où leur longévité politique exceptionnelle. Sans nier les atouts du continent, il faut prendre la mesure de ses fragilités.

Durant les années 90, la vague des « Conférences nationales » fut censée répondre à l'exigence démocratique. Une littérature abondante fleurit qui s'interroge toujours sur la prédisposition africaine à pratiquer la démocratie au sens du siècle des Lumières, c'est-à-dire au soutien d'un contrat social centré sur l'homme et le citoyen.

La jeune génération africaine, celle qui n'a connu ni la colonisation, ni le temps des indépendances, peut légitimement s'interroger. Depuis 50 ans, on recense, me semble-t-il, soixante-sept coups d'États dans vingt-six pays africains ; quarante-cinq de ces putschs se sont déroulés dans les anciennes colonies françaises. Les transitions ne sont donc guère apaisées.

Sans céder à l'émotion, ni chercher des motifs de culpabilité ou d'accusations mutuelles, essayons plutôt de trouver des solutions et l'amorce de pistes, ou des « sentiers », pour l'avenir.

Qu'est-ce que l'Afrique attend de nous ? Que pense-t-elle pouvoir faire par elle-même ? Que pensent les Africains de l'arrivée massive des États-Unis, de la Chine, des puissances émergentes ?

Que fait la France ? demandez-vous. Comment peut-elle exercer sa responsabilité historique, morale et politique ? Faut-il admettre que désormais la France ne pourrait plus jouer ce qui fut son rôle traditionnel.

Rangeons au magasin des accessoires quelques idées tenaces reçues. Les anciennes puissances coloniales disposeraient-elles aux Nations-Unies d'une clientèle d'obligés parmi leurs anciennes possessions ? De même, bénéficieraient-elles de « chasses gardées » pour leurs entreprises ? Désormais, les entreprises remportent les marchés pour leurs mérites et non par leurs nationalités, même s'il ne faut pas sous-estimer les corruptions de toutes sortes et le « mécanisme pervers d'appropriations », pour reprendre les mots ciselés du philosophe camerounais Achille Mbembe.

Quoiqu'il en soit, l'Afrique se vit désormais comme un continent et le regard que nous portons sur elle doit s'ajuster à cette nouvelle réalité.

L'espérance de vie dépasse désormais soixante ans et elle est en train de bondir de dix ans. La mortalité infantile a diminué de presque 20 % en trente ans. En une seule génération, le taux d'alphabétisation a atteint plus de 90 % en Afrique du Sud, plus de 80 % au Zimbabwe, en Tanzanie, au Burundi, plus de 75 % au Cameroun et en Ouganda et le taux de scolarisation ne cesse de progresser en primaire. Depuis le début du siècle, l'Afrique a doublé ses capacités d'accueil dans l'enseignement primaire et triplé celles du 2^{ème} cycle. Ajoutons que le continent se numérise à grands pas.

Bien sûr, je n'oublie pas la Côte d'Ivoire, le Tchad, le Mali ou le Bénin qui restent encore à la traîne avec un taux de moins de 50 % d'alphabétisation. Il y a encore des systèmes éducatifs à repenser afin de les adapter aux réalités économiques, sociales et culturelles puisqu'ils perdurent encore, dans certains pays, des taux d'alphabétisation inférieurs à 30 % d'après les données de l'UNESCO.

Depuis deux décennies, la croissance africaine se renforce même si elle reste insuffisante pour réduire la pauvreté et le chômage. En 2019, elle a atteint

3,4 % grâce à la hausse des exportations et des dépenses d'investissement. Le continent devient une région très attractive au plan économique. Les prévisions promettaient, en 2020, de bons taux de croissance. La Banque Africaine de Développement tablait sur une croissance à 3,9 % pour le continent, puis à 4,1 % en 2021. L'épidémie de Covid-19 est venue contrarier fortement ces hypothèses et risque de faire payer à l'Afrique un lourd tribut, même si une quarantaine de pays parmi les plus pauvres bénéficient d'un moratoire sur la dette pendant douze mois.

À la suite de quoi, beaucoup restera à faire, notamment une révolution verte par laquelle la richesse agricole africaine capterait d'avantage de valeur ajoutée.

Si les progrès du continent africain sont indéniables, l'autosuffisance alimentaire a longtemps été obtenue par la culture vivrière locale. L'épuisement des sols qui en découle, et la nécessité de mieux valoriser les échanges créent des tensions toujours plus vives.

Avec la pandémie du Covid-19, la question sanitaire ne va-t-elle pas s'installer, en Occident comme en Afrique, au cœur de la notion de bien public ?

Malheureusement, l'Afrique demeure un continent conflictuel. Des raisons endogènes l'expliquent. Depuis les indépendances, des contestations culturelles, religieuses ou ethniques ont milité contre l'artificialité des États-nations afin de promouvoir des référents identitaires, communautaires ou claniques, sources de fractionnements et de divisions. On songe aux Touaregs, aux Peuhls, aux Dogons... Mais, après les crises d'Irak, de Libye et de Syrie, le salafisme djihadiste s'est installé dans l'immense bande sahélienne. L'Afrique est aussi le continent où la conflictualité emprunte des formes inédites. Aussi que les raisons soient internes ou externes, le niveau de conflictualité du continent africain reste élevé et il représente un risque substantiel sur le chemin d'un développement pérenne.

L'Afrique reste une société clivée. On ne saurait parler ici d'archaïsme ni d'anachronisme, mais plutôt de clivage. Cohabitent, en effet, la tradition et la modernité à la recherche d'une harmonie toujours précaire. Plusieurs clivages entravent le progrès.

Tout d'abord, les Anciens pèsent d'un poids excessif. On a pu parler d'un continent jeune dirigé par des vieux.

Ensuite, la réclusion des femmes apparaît intolérable. Elles ont été longtemps confinées par la force sans pouvoir maîtriser leur vie. Le creusement des inégalités ralentit ou asphyxie le progrès. Combattre la pauvreté justifie les politiques de cohésion sociale.

Enfin, la question démographique. La part de la population africaine dans la population mondiale est aujourd'hui de 17 % et avec un indice de fécondité par femme que l'on estime à 4,4 enfants et une espérance de vie de 63,5 ans, dix ans de moins que la moyenne mondiale. L'ONU estimait, dans un rapport de 2017 du Département des affaires économiques et sociales, que la population africaine s'élèverait en 2100 à 4,5 milliards d'habitants, soit près de 40 % de l'humanité. Une multitude désœuvrée enserrée dans des mégapoles sera conduite probablement à rechercher des cieux plus accueillants, même si un effort significatif de « planning familial » était d'ici-là appliqué, élévation générale du niveau d'éducation et émancipation féminine obligent.

2020 s'annonce économiquement et sanitaire compliquée pour les populations mondiales. Si, comme on peut l'espérer, la notion de bien public et le respect du vivant s'installent au cœur de nos modèles et que la mutualisation des forces et des ressources permet de résoudre cette crise sanitaire, économique et sociale, l'idée proposée, dès 1924, par le précurseur du panafricanisme, Marcus Garvey, refera peut-être surface ; celle des « États-Unis d'Afrique », forts, solidaires, prospères et, j'ajoute, écologiquement durables et responsables.

Pr. Dominique Lecourt
Directeur général de l'Institut Diderot

L'avenir de l'Afrique

INTRODUCTION

Yves Biyah ¹

Quand M. Seys me proposa d'introduire cette conférence, je fus traversé de deux sentiments.

D'abord, une forme de stupeur face au caractère pour le moins ambitieux du périmètre de discussion : «L'Avenir de l'Afrique». Vaste question, s'il en est. Puis, rapidement, ce sentiment laissa place à la curiosité, celle d'embarquer dans un voyage à l'issue inconnue, à la découverte du futur du continent africain.

Imaginer le futur de l'Afrique demande deux préalables indispensables : connaître son histoire, comprendre son présent.

Commençons par l'histoire. À l'évidence, il faudrait bien plus que cette matinée pour en révéler tous les secrets. Mais ce que nous pouvons dire d'emblée, c'est que, contrairement à ce qu'en a dit un certain président français, l'Afrique est bel et bien dans l'histoire-monde, elle est même le siège d'une histoire riche et puissante, dont les racines remontent aux premiers temps de notre monde. En attestent les épopées d'empires mythiques comme ceux d'Égypte, d'Éthiopie ou du Mali qui remontent au Moyen Âge et au-delà. Ces civilisations ont livré en héritage au monde quelque 2 400 langues vivantes (contre une quarantaine en Europe), une multitude d'œuvres d'art exceptionnelles qui peuplent les musées du monde entier, ainsi que les prémices de ce qui deviendra plus tard les mathématiques.

1. Directeur général adjoint de l'hebdomadaire *Jeune Afrique*.

Mais préoccupons-nous un instant de l'histoire récente du continent, celle qui est principalement utile pour comprendre le présent et anticiper le futur. Deux grandes périodes sont, à mon sens, particulièrement importantes : la traite négrière occidentale et la colonisation.

La traite occidentale s'est étalée des XV^e aux XIX^e siècles, période durant laquelle commerce a été fait d'esclaves noirs, vendus par des potentats locaux à des marchands européens. L'Afrique aurait ainsi perdu entre 50 et 100 millions de personnes, souvent jeunes et en bonne santé. Sans nous lancer dans une bataille de chiffres, chacun peut comprendre que ce commerce a eu un impact considérable sur la démographie du continent et donc sur son développement. En outre, ce commerce a posé les bases d'un système économique qui perdure jusqu'à aujourd'hui dans lequel l'Afrique exporte des ressources à l'état brut (en l'occurrence, des hommes) pour recevoir en retour des produits transformés.

La colonisation va prendre le relais du commerce des esclaves et va durer du XIX^e au XX^e siècle. L'Afrique, lors de la conférence de Berlin en 1884, a ainsi été très officiellement mise en partage entre puissances européennes – principalement l'Angleterre, la France et l'Allemagne. Poussées par la demande croissante en certaines matières premières, comme le coton, le cuivre, ou le thé, les colonies africaines vont se spécialiser dans la production et l'exportation de celles-ci. Le système économique institué par la traite s'en voit renforcé, à savoir des économies pensées pour s'intégrer dans les chaînes de valeurs occidentales et qui commercent très peu entre elles. Cette période, il faut le reconnaître, va également doter le continent de ses premières infrastructures logistiques d'envergures (routes, chemin de fer, etc.) qui constituent jusqu'à présent l'ossature sur laquelle s'appuient la plupart des économies d'Afrique subsahariennes.

À cette période de colonisation ont succédé les indépendances africaines, dans les années 1960, et une longue période, jusqu'à la fin des années 1990, durant laquelle très peu de choses ont structurellement changé dans les économies africaines.

À partir des années 2000, on observe un point d'inflexion provoqué par une inflation du prix des matières premières, d'une part, et l'émergence du digital et de la téléphonie mobile, d'autre part. Ces deux moteurs ont alimenté un cycle de

croissance exceptionnel à peine freiné par la crise financière de 2008. Ainsi, en 2018, parmi les 15 pays affichant la plus forte croissance au monde, figuraient 10 États africains (sur 54). C'est considérable! Mais en même temps, l'Afrique abritait toujours les 10 pays les plus pauvres du monde. Ceci illustre bien la double réalité de l'Afrique d'aujourd'hui, entre croissance économique rapide, sauts technologiques, et persistance d'une pauvreté extrême.

Pour illustrer le présent du continent, revenons sur les événements qui ont, de mon point de vue, marqué l'année 2019. À cette fin, je souhaiterais commenter une sélection d'images faite par les journalistes de *The Africa Report*, un magazine issu de *Jeune Afrique*, en vue d'illustrer l'année 2019 en Afrique.

Year in images

By revolution or the ballot box it was outwith the old and inwith the new in Algeria, Sudan and Tunisia. And while Abiy Ahmed, Sahle Worqde and Riek Machar gave peace a chance others were busy forging unity with a pan-African trade deal.

ALGERIA **2019** **ALGERIA** A soldier in military gear kneels to place flowers on a memorial in Algiers, after the 2019 terrorist attacks.

ABYI AHMED **2019** **ETHIOPIA** Abiy Ahmed, Prime Minister of Ethiopia, is seen in a crowd of supporters in Addis Ababa, Ethiopia, after his victory in the 2019 general election.

SAHLE WORQDE **2019** **SUDAN** Sahle Worqde, Prime Minister of Sudan, is seen in a crowd of supporters in Khartoum, Sudan, after his victory in the 2019 general election.

RIEK MACHAR **2019** **SUDAN** Riek Machar, Vice President of Sudan, is seen in a crowd of supporters in Khartoum, Sudan, after his victory in the 2019 general election.

AFRICA **2019** **AFRICA** A woman in a red top and black pants dances joyfully on a city street in Addis Ababa, Ethiopia, after her victory in the 2019 general election.

AFRICA **2019** **AFRICA** A man in a blue uniform stands next to a yellow motorcycle in Addis Ababa, Ethiopia, after his victory in the 2019 general election.

AFRICA **2019** **AFRICA** A man in a suit walks on a red carpet in Addis Ababa, Ethiopia, after his victory in the 2019 general election.

La première image, sur la première diapositive, en haut à gauche, illustre l'attentat d'Al-Shabaab du 15 janvier à Nairobi, au Kenya. Cet attentat est important non pas, à mon sens, par l'impact qu'il a eu sur le continent, mais pour ce qu'il illustre. Parce qu'en fait, des attaques de cette sorte, il y en a dans beaucoup

de zones africaines, dans le Sahel, évidemment, mais aussi, par exemple, en Tunisie. Des pays plutôt stables, en forte croissance économique sont percutés par le terrorisme venant de zones frontalières qui sont en guerre. En Somalie notamment, la guerre dure depuis plus de trente ans et provoque régulièrement des conséquences dans le reste des pays d'Afrique de l'Est.

À droite de cette image, c'est le début de la Révolution algérienne, en avril, qui se poursuit encore aujourd'hui. On ne peut pas tirer de conclusion pour l'instant sur cette révolution-là, mais ce qu'on peut dire, c'est qu'elle était inattendue, même pour des spécialistes de l'Afrique comme nous. C'est quelque chose qui est venu de façon imprévue. On a vu un régime en place depuis plus de cinquante ans tomber en quelques mois. Cette révolution illustre également des phénomènes qui se produiront de plus en plus en Afrique, parce qu'il y a une vraie dichotomie entre une jeunesse qui est hyperconnectée sur Internet, qui a des aspirations et une élite plutôt âgée qui n'est pas représentative de sa population. On a ainsi vu, un peu plus tard dans l'année, un mouvement similaire au Soudan.

En haut à droite, on peut voir la poignée de main historique entre le président Tshisekedi, nouvellement élu en RDC, et Paul Kagamé, le président du Rwanda, lors du premier déplacement de Tshisekedi au Rwanda. Étant donné l'histoire conflictuelle de ces deux pays, c'est un symbole important. La RDC abrite à l'est d'anciens génocidaires et le Rwanda y fait régulièrement des incursions militaires. Cette poignée de main marque donc le renouveau des relations entre les deux pays.

Très importante également, l'élection de Cyril Ramaphosa, l'actuel président d'Afrique du Sud, qui remplace l'ancien président, à mon sens catastrophique, Jacob Zuma. C'est le deuxième plus grand pays en matière de PIB du continent, donc le fait de passer de M. Zuma à M. Ramaphosa est un signe d'espoir pour le continent, même si les difficultés sont grandes.

En bas à gauche de la diapositive, on peut voir une usine Peugeot au Maroc. Un centre industriel a été créé au Maroc qui a vocation à exporter pour l'industrie automobile européenne. Cela incarne aussi le renouveau du continent africain.



Sur la seconde diapositive, en haut à gauche, on voit une image illustrant la Révolution au Soudan, qui s’est constituée de façon très proche de la Révolution algérienne. Là aussi, elle est partie du peuple, de la jeunesse et s’est structurée sur les réseaux sociaux. Elle aussi a surpris les observateurs africains, parce que c’était vraiment un pays militarisé, très dur. Nous avons tous été surpris par le fait qu’une révolution comme celle-là prospère, et elle a abouti au renversement du régime et à un Premier ministre civil.

En bas à gauche, on peut voir la signature, en juin dernier, du Traité qui institue la nouvelle zone d’échange continental. Il s’agit d’une étape majeure : les 55 États africains, moins l’Érythrée, ont décidé de créer un marché commun.

En bas à droite de la diapositive, on peut voir un champ d’éoliennes au Maroc. Ceci illustre pour moi la très forte poussée des énergies renouvelables en Afrique. Au Cameroun, il y a encore quinze ans, dans mon village, il n’y avait pas d’électricité. Il y en a maintenant partout grâce aux panneaux solaires.

Des sociétés chinoises viennent prospecter, village par village, pour installer des panneaux électriques. Et ce n'est pas très cher : pour 1 500 euros, en une fois, vous êtes équipés en panneaux d'électricité qui vous permettent d'avoir au moins le minimum. Il y a, à mon avis, une sorte de révolution souterraine, qui ne se voit pas aujourd'hui et qui, je crois, changera durablement la donne sur le continent.

On voit aussi sur cette deuxième diapositive un char illustrant l'offensive du maréchal Haftar sur Tripoli, en Libye, qui se poursuit jusqu'à aujourd'hui. C'est une autre face du continent. Il y a de moins en moins de conflits, mais il y en a encore, et ces conflits ont un impact malheureusement très négatif, sur les pays concernés comme sur les pays voisins.



La troisième diapositive, enfin, nous parle notamment du Zimbabwe et de la mort du Président Mugabe. Celui-ci était resté au pouvoir depuis le début des années 1980. Le Zimbabwe est un pays très particulier. Celui-ci avait un avenir

incroyable devant lui. Quiconque allait au Zimbabwe dans les années 1990 pouvait voir un pays avec des infrastructures que la plupart des pays africains lui envient et aujourd'hui, c'est le pays le plus pauvre du continent africain avec une économie qui s'effondre et une monnaie qui n'existe pas. Et l'histoire de ce pays se confond pour l'instant avec celle de Mugabe qui est passé de héros national à dictateur mourant loin de son pays, à Singapour.

En bas à droite, on voit le nouveau président tunisien. La Tunisie est l'exemple que tout le monde donne du Printemps arabe, c'est le pays qui est vraiment passé à la suite du Printemps arabe d'un régime dictatorial à un régime démocratique. Beaucoup d'espairs se fondent sur ce pays-là. Malheureusement, le pays souffre d'un marasme économique qui met en danger ces conquêtes.

Cette diapositive mentionne aussi une conférence sur le Soudan du Sud, qui doit normalement régler la guerre civile entre ses protagonistes. Le Soudan du Sud, la plus jeune République du continent, qui est issue d'une longue guerre avec le Soudan, connaît depuis son indépendance de nombreux problèmes, et notamment cette guerre civile.

En résumé, une année 2019 particulièrement dense et porteuse de quelques belles promesses qu'on espère voir prospérer en 2020.

Pour terminer, j'en viens à l'essentiel, l'avenir du continent.

Je vous le dis d'emblée, ma seule conviction en la matière, c'est que je n'en ai pas. Ce que je peux affirmer, en revanche, c'est l'existence de grandes tendances actuellement à l'œuvre et qui définiront le futur de l'Afrique, pour le meilleur ou pour le pire. Ces lames de fond sont, à mon sens, au nombre de trois : la poussée démographique, l'irruption des nouvelles technologies, l'émergence d'une conscience panafricaine.

Concernant la poussée démographique, le tableau suivant est éloquent. Au moment des indépendances, il y avait environ 250 millions d'habitants. En 2050, on devrait passer à 2,5 milliards. Dix fois plus. C'est une croissance démographique jamais vue dans l'histoire du monde. Sachant que, dans le même temps, l'Union européenne passera seulement de 400 millions en 1960, c'est-à-dire entre 1,5 et 2 fois la population africaine, à 530 millions, donc cinq fois

moins qu'il y en aura en Afrique. Cette poussée démographique est une réalité – même s'il serait présomptueux d'anticiper quelles en seront les conséquences. Personne n'a jamais vu une telle poussée démographique. Mais ce qui est certain, c'est qu'il y a des impacts très concrets en matière de besoin d'infrastructures. À Kinshasa, par exemple, où j'étais récemment, il faut quatre heures pour faire le trajet de 20 km entre l'aéroport et le centre-ville, simplement parce que la route qui a été faite a été calibrée sur une population qui n'a rien à voir avec la population actuelle de Kinshasa. Cette poussée crée, néanmoins aussi, des opportunités économiques. Cette population, par ailleurs, est extrêmement jeune, 19 ans en moyenne. On a une population en âge de travailler qui est très importante et qui doit être occupée à quelque chose. Sinon, qui sait ce qu'elle va devenir. La comparaison avec les chiffres de l'Union européenne, qui est juste à côté, pourrait inquiéter, mais, à mon sens, cela devrait plutôt engendrer de l'optimisme parce qu'il y a là de quoi porter la croissance des pays européens pendant des siècles. Encore faut-il s'en rendre compte et mettre en place ce qu'il faut pour cela.

Une poussée démographique	jamais vue dans l'histoire du Monde
Afrique	Union Européenne
<ul style="list-style-type: none">• 1960 : 250 millions d'habitants• 2020 : 1,2 milliards d'habitants• 2050 : 2,5 milliards d'habitants• 2100 : 4 milliards d'habitants	<ul style="list-style-type: none">• 1960 : 400 millions d'habitants• 2020 : 515 million d'habitants• 2050 : 530 million d'habitants• 2100 : 510 million d'habitants

La seconde grande tendance, selon moi, est la révolution technologique en cours sur le continent. Des sauts technologiques incroyables ont été faits grâce au mobile. Un titulaire d'un téléphone est titulaire d'un compte bancaire sur un continent où il y a encore une vingtaine d'années seulement 5 % de la population était bancarisée, contre 50 % maintenant qui a accès au crédit, au transfert d'argent, à des services bancaires. Ceci est un incroyable catalyseur pour le reste de l'économie. Et si la téléphonie, seulement, a pu avoir un tel impact, on peut imaginer que la quatrième révolution industrielle aura des effets considérables. La particularité du continent, c'est qu'il n'y a pas d'infrastructures historiques. Donc, dès qu'une technologie arrive à maturité, le premier

continent sur lequel on peut l'appliquer, c'est le continent africain. Cela a eu lieu pour la téléphonie mobile, c'est en train de se passer sur les technologies liées au renouvelable et ça va se passer pour l'intelligence artificielle et l'impression 3D. Il y aura donc des ruptures, sans que l'on puisse dire si ce sera pour le meilleur ou pour le pire : peut-être s'agira-t-il d'une économie qui ne sera pas très créatrice d'emplois. Mais, là aussi, je pense qu'il y a des motifs d'espoir.

La troisième grande tendance que j'identifie, c'est la montée d'une forme de conscience panafricaine. Il n'en a pas toujours été ainsi. Pendant très longtemps a prévalu une logique de concurrence entre États. Or, il semble que les dirigeants africains aient compris que l'avenir passe par une mise en commun de leurs marchés. Ce qui illustre très bien ce changement d'esprit, c'est le lancement de la Zone de libre-échange du continent africain. Il y a encore de nombreux obstacles. Signer un traité est une chose, le mettre en application en est une autre. Mais il y a une réelle volonté pour mettre en place cette Zone de libre-échange qui devrait être lancée à l'été 2020. Il y a beaucoup de travail dans les ministères des Finances africains pour préparer les décrets d'application et mettre en œuvre ce traité. L'autre illustration de cette conscience panafricaine en train de monter, c'est l'ambition des États d'Afrique de l'Ouest de créer une monnaie unique. On parle beaucoup du franc CFA, mais derrière, le vrai sujet est celui-ci : des États désireux de renforcer leur intégration en créant une monnaie commune, l'ECO, qui, là aussi, a pour ambition d'être lancée en 2020. Je ne suis pas sûr que cela soit le cas, mais je crois que cette monnaie finira par être lancée, et surtout le projet même illustre cette montée du sentiment panafricain.

Je terminerai en disant que l'avenir de l'Afrique n'est certes pas encore défini à cette heure. Mais il y a un indicateur qui, à mon sens, invite à l'optimisme. Il s'agit du vote de confiance des dirigeants du secteur privé africain, qui disent à près de 70 % être optimistes quant aux perspectives économiques du continent, et qu'ils souhaitent investir davantage dans les années à venir. Or, en fin de compte, qui mieux qu'eux pour prédire le futur du continent ?

ÉCONOMIE

I. COMMENT L'AFRIQUE COMBLE-T-ELLE SON RETARD TECHNOLOGIQUE ?

Thomas Chalumeau ²

Mesdames et Messieurs,

Je vous remercie de l'honneur que vous me faites de m'inviter aujourd'hui pour évoquer, avec vous, un sujet qui nous est cher : le développement du Continent africain par les nouvelles technologies.

Le groupe Orange est, depuis plus de vingt ans, un acteur français et européen engagé sur ce continent. Il est aujourd'hui présent dans 19 pays – à la fois en Afrique du Nord, dans des pays tels que le Maroc, la Tunisie, l'Égypte, et la Jordanie, et en Afrique sub-saharienne, par exemple en Côte d'Ivoire, au Sénégal, en Guinée, République Démocratique du Congo, à Madagascar ou encore à l'Île Maurice, y compris dans certains pays anglophones, par exemple le Botswana. Avec un taux de croissance de nos revenus de 5 à 6 % par an, l'Afrique est aujourd'hui la première zone de croissance de notre Groupe à l'international. Le Continent africain est une très belle histoire pour notre Groupe, que je suis heureux de vous présenter en quelques mots.

L'Afrique est en train de vivre trois grandes révolutions. La première, c'est la révolution des flux de financements internationaux. Depuis les années 2000, les flux nets de capitaux qui rentrent en Afrique sont nettement supérieurs aux flux de capitaux qui en sortent pour le remboursement de la dette. Cet élément favorise la stabilité des pays et soutien la croissance de leurs économies.

La deuxième révolution est celle des années 2010, celle du numérique et du digital. Aujourd'hui, huit Africains sur dix possèdent un téléphone, à peu près 30 % d'Africains ont un smartphone, qui leur donne accès à Internet, et on estime qu'en 2025 100 % d'Africains auront un téléphone et 70 % un smartphone. L'accès au digital et à Internet est important parce qu'il permet à la fois de disposer de services de connectivité simples, mais aussi de favoriser

2. Directeur de la stratégie d'Orange Moyen-Orient et Afrique.

deux révolutions absolument fondamentales pour le continent : l'accès aux services financiers mobiles et l'accès à l'énergie. L'accès aux services financiers mobiles part d'un constat simple : aujourd'hui, la bancarisation, en Afrique, est en moyenne de 25 %, c'est-à-dire, globalement, deux fois moins que le taux de bancarisation moyen des pays émergents. À ces trois quarts de la population africaine qui n'ont pas de compte bancaire, nous apportons la révolution de la banque mobile. Cela signifie la capacité d'avoir accès par son smartphone à un compte bancaire mobile, pouvoir charger son compte au quotidien, faire des achats, des transactions, payer ses clients, ses courses, faire aussi des échanges de monnaie transfrontaliers. S'y greffe un autre aspect de cette révolution qui est l'accès au microcrédit, à la micro-épargne et la micro-assurance. Cela signifie que, désormais, chaque Africain qui a un compte d'épargne, un *wallet* mobile bancaire a accès à des microcrédits adaptés à l'Afrique, sur la base d'offres simples, évolutives et adaptées aux besoins et aux capacités de remboursement de chacun. Prenons l'exemple d'un petit entrepreneur ou un particulier qui, au départ, se voit prêter l'équivalent de quinze, vingt, ou cent euros, remboursés à trois mois dans un premier temps. Une fois ce premier crédit remboursé, il peut alors avoir accès à un second crédit plus important en fonction de son *rating* et son *scoring* individuels. On augmente ainsi les sommes prêtées d'une manière simple, *via* le mobile, en un clic sur une application mobile. Cela est très important car cela s'adresse à l'un des grands problèmes de l'Afrique qui est l'inclusion financière, et donc sociale, notamment dans les zones rurales. Notre marque de banque mobile « Orange monnaie » est à cet égard un grand succès et participe au développement des communautés africaines. Il a aujourd'hui plus de quarante millions de clients, dont seize millions actifs au quotidien, à même d'accéder à tout un univers de services financiers, mais aussi à tout ce qui peut être payé en un clic par son *wallet* mobile : paiements publics, paiements des abonnements à l'énergie, assurances, ... Cette révolution numérique porte sur un second grand défi du Continent : l'accès à l'énergie. L'un des problèmes qui a beaucoup pénalisé le développement de l'Afrique, ces dernières années, est le fait que dans les pays africains subsahariens le réseau public, le *grid*, dans certains pays ne couvre parfois que 25 à 40 % de la population. Comment dans ce cadre tendre à l'universalité de l'accès à l'électricité, pour les 60 % de ménages qui aujourd'hui n'ont pas d'accès à l'énergie au quotidien ? Le numérique permet aux grands opérateurs, comme Orange, d'aider dans ce domaine, en partenariat avec les États, les organisations internationales et les acteurs de l'*offgrid*, notamment rural, et de distribuer à leurs clients d'Afrique des solutions sous forme

d'équipements prêts à l'emploi, et payables par paiement mobile, d'accès à l'énergie. Ces offres prennent en général la forme de petits boîtiers de 300 euros pièce, installés à nos propres frais dans les maisons. Ils se composent d'un petit panneau solaire installé sur le toit de la maison ou sur le bord d'une fenêtre, relié à une batterie qui alimente en permanence des ampoules, une torche, un poste de radio et de télévision, demain de la réfrigération. Ces offres sont également déployables pour les commerces et les petites entreprises. Nous envisageons ainsi de développer ces offres d'énergie pour faire du *B to B* pour l'éclairage communautaire, l'électrification des pompes en zone rurales et des commerces, etc. Par ce biais, l'alliance du numérique et du paiement mobile apporte une vraie révolution aux collectivités et communautés locales, en matière d'accès aux services financiers mobiles.

En 2020, une troisième révolution se met en marche, celle d'un développement économique du Continent de plus en plus endogène, fondé sur les propres forces et atouts de l'Afrique. Jusqu'à cette dernière, la révolution économique des pays africains dépendait très largement de facteurs exogènes au Continent, un élément de fragilité pour leur croissance : du prix des matières premières et de l'énergie aux grands flux d'investissements financiers et commerciaux internationaux. Bien sûr, ces éléments restent essentiels au développement de l'Afrique. Mais désormais, d'autres facteurs de croissance et de développement apparaissent et se renforcent. Le développement des classes moyennes, tout d'abord, l'accès des jeunes et des femmes à l'éducation ensuite, le développement de clusters d'innovation et technologiques du Cap au Caire en passant par Nairobi, jusqu'à l'apparition de très grandes métropoles africaines, qui si elles ne sont pas exemptes de défis – économiques, écologiques, liés à leur urbanisation – seront demain la colonne vertébrale du développement du Continent. Afin de faire de ce défi des métropoles africaines un atout, l'Afrique devra surmonter plusieurs enjeux sur le plan institutionnel. Cela concerne les équilibres politiques, la stabilité macroéconomique, la capacité à développer des pôles d'innovation et d'investissement, capitalisant sur les richesses humaines dans ces pays. La stabilité macro-économique reste également un enjeu, de la maîtrise de l'inflation à la convertibilité des monnaies, limitant à titre d'exemples des dévaluations trop fréquentes. Tout ceci implique de créer un cadre favorable à l'investissement privé. En un mot, il s'agit de mieux structurer le dialogue entre les investisseurs privés et les États, et, notamment, de faire en sorte que les règles fiscales n'asphyxient pas l'investissement privé.

On voit bien que, sur la base de ces trois révolutions, la révolution des flux financiers internationaux, la révolution digitale et la révolution d'une croissance de plus en plus endogène, nous avons en Afrique les bases pérennes et soutenables d'un développement économique très important dans les années à venir.

Chances pour le Continent, ces trois révolutions successives sont aussi, et ce sera mon deuxième propos, une chance pour l'Europe. Une chance, mais aussi un défi pour nous, Européens, afin de maintenir notre place et notre rôle en Afrique à l'heure où se construisent son avenir et son développement pour les vingt prochaines années aux côtés d'autres grands partenaires, par exemples Chinois et Américains. Le relatif retrait de la position des Européens qui ont été pendant longtemps les principaux investisseurs du continent – sur un certain nombre d'indicateurs (investissements directs, parts de marchés, ...) ne doit pas faire oublier, par exemple, que l'Union européenne reste l'un des tous premiers pourvoyeurs d'aide multilatérale au Monde pour ce Continent. Nous avons, en tant qu'Européens, de vrais atouts à la fois sectoriels, géographiques et culturels, qu'il est impératif de mobiliser. A titre d'exemple, et du point de vue sectoriel, nous avons trois grandes forces et trois grandes avenues de croissance :

- les *utilities*, l'accès à l'énergie et à l'eau de même que le transport, avec les grands groupes, comme Veolia et Suez;
- les télécoms et les infrastructures. Orange, Vinci, Bouygues ou Suez sont aujourd'hui des partenaires naturels des États africains dans une grande partie de l'Afrique de l'Ouest et, en général, sur l'ensemble du continent.
- enfin, les services financiers, avec une équation qui n'est pas simple en raison du durcissement significatif des ratios réglementaires de fonds propres appliquées aux banques sur leurs engagements. Ce qui a eu pour effet un relatif retrait des grandes banques internationales européennes du Continent face aux banques marocaines et sud-africaines, asiatiques et, dans une moindre mesure, américaines, mais qui laisse intact les perspectives de développement de l'industrie financière européenne en Afrique, au regard de son potentiel de développement. Nous devons y réfléchir pour jouer vraiment de nos atouts et notamment sur les projets infrastructure finance aux côtés de partenaires africains, et extra-européens. Malgré les contraintes évoquées, les marchés du financement demeurent une opportunité importante dans les dix ou vingt ans qui viennent.

L'Afrique est aussi une grande opportunité pour le secteur des assurances. Aujourd'hui, le taux des primes d'assurances-vie sur le PIB est inférieur à 1 %. Ces pays n'ont pas encore la culture de l'assurance-vie, l'assurance-décès, l'assurance-dommages. Aujourd'hui, du fait de l'accès à des *wallets* mobiles, ces pays peuvent se voir distribuer par voie digitale des offres d'assurance dès lors que celles-ci sont bien calibrées aux populations africaines, c'est-à-dire peu chères, basées sur des niveaux de risque et de protection un peu moindres qu'en Europe, adaptées et centrées sur les besoins les plus importants des populations africaines, notamment pour ce qui est des assurances santé, funéraires, hospitalisation et assurances rurales. Les grands groupes européens, comme Axa ou Allianz, sont en train d'accentuer leurs investissements et leurs déploiements davantage pour résoudre les problèmes d'accès à l'assurance de ces pays, en jouant sur les canaux à la fois physiques (réseau de distribution) et digitaux.

Enfin, aux côtés de – et dans le cadre favorable promu par les grandes institutions financières internationales – il ne vous a pas échappé que les grands gestionnaires d'actifs et les fonds d'investissement internationaux s'intéressent de plus en plus à l'Afrique et investissent par exemple, de plus en plus largement dans de grands projets d'infrastructure. Les fonds infrastructure, ces dernières années, ont accru leurs opérations sur le Continent, notamment en investissant dans des ponts, routes, aéroports, projets de production et de distribution d'énergie, ou encore en rachetant des tours de télécoms aux opérateurs. Dans le secteur télécoms, ils investissent dans la fibre, dans des réseaux de câbles sous-marins à l'est et à l'ouest du continent ou encore dans des *datas centers*, aux côtés de leurs investissements traditionnels, dans les routes, ports, aéroports. Les fonds européens ne sont pas en reste et de ce point de vue aussi, l'Afrique est un champ d'investissement pour l'Europe et ses acteurs.

Une remarque importante toutefois : l'Afrique reste diverse et plurielle. Quand on parle d'Afrique, on parle souvent, en réalité, de quatre Afriques assez différentes les unes des autres. La première Afrique commence avec l'Afrique du Nord, Maroc, Tunisie, Algérie, une région riche d'atouts, et le nord-est de l'Afrique (Machreq) : Égypte, Libye. Que l'on songe à la taille du marché algérien, à l'efficacité du modèle économique marocain, devenu, en quelques années, un très grand centre d'investissements pour les projets automobile, numériques, infrastructures et d'*outsourcing*, ou encore au potentiel en développement « tech » de la Tunisie.

La deuxième Afrique, c'est l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale qui est vraiment en train de saisir les opportunités de la révolution numérique dans toutes ses dimensions : la Côte d'Ivoire, le Sénégal, la Guinée, la République démocratique du Congo, grand pays continent, le Cameroun, pour ne citer que quelques exemples, et tous les pays environnants. Les grands groupes français et européens font le choix d'investir de plus en plus dans cette partie de l'Afrique en essayant de donner de plus en plus d'autonomie à leurs filiales locales, d'investir dans l'éducation au niveau local, de nommer des cadres locaux à la tête des filiales. Il y a, par ailleurs dans cette région, des *hubs* d'innovation très prometteurs que nous sommes en train de développer, à Dakar et à Abidjan.

La troisième Afrique est celle de l'Afrique Australe et l'Afrique de l'Est. L'Afrique du Sud, géant de la partie australe, est confrontée à des difficultés économiques, mais la région est très intéressante, vu l'essor par le numérique et les investissements internationaux. Une autre partie de l'Afrique est en train de faire sa mue économique, tirée par le numérique : l'Afrique de l'Est, Kenya, Ouganda, Rwanda, Tanzanie, et des pays qui font aujourd'hui le pari des investissements dans les infrastructures, avec des partenariats public-privé ambitieux, pays qui ouvrent le secteur financier et, plus généralement, mettent à plat leurs règles fiscales et environnementales pour être vraiment de plus en plus ouverts aux investissements internationaux. L'Afrique de l'Est et l'Afrique du Sud voient aujourd'hui se développer de nouveaux flux d'innovations technologiques sur les services digitaux, s'appuyant sur des investissements internationaux.

La quatrième Afrique, c'est celle que je qualifierai « d'Afrique des géants de demain », le Nigeria et l'Éthiopie. Cette dernière est devenue aujourd'hui un pays central dans la stratégie internationale de la Chine, à la fois dans la production manufacturière, notamment textile, mais plus généralement pour les liens financiers. Des liens très étroits s'établissent entre la Chine et l'Éthiopie qui sera un géant dans les quinze, vingt ans à venir. L'autre géant de la zone, c'est le Nigeria. On estime que 70 % de la croissance démographique et économique de l'Afrique de l'Ouest viendra du seul Nigeria, un pays parfois compliqué quand on n'y est pas, mais qui recèle d'immenses opportunités commerciales, techniques et industrielles.

Voilà les raisons qui me persuadent que l'Afrique peut être une vraie chance pour l'Europe.

J'y ajouterai un élément d'urgence. Aujourd'hui, une nouvelle priorité s'installe, l'urgence sahélienne, liée à la déstabilisation progressive d'une partie des pays sahéliens, notamment le Mali et le Burkina Faso. L'Europe doit être aux côtés de ces populations pour stabiliser ces pays à un moment critique de leur histoire.

Un dernier élément concerne la responsabilité des organisations publiques internationales et des grands bailleurs bilatéraux. Aujourd'hui, la grande chance et le grand moment historique que nous vivons, c'est celui d'un alignement de planètes entre :

- la conviction de plus en plus d'États africains qu'ils doivent s'ouvrir au secteur privé international;
- la technologie, qui répond aux besoins sociétaux africains, notamment en ce qui concerne l'énergie, l'accès aux services financiers mobiles, à la santé, à l'e-éducation par le mobile;
- enfin, troisième élément très intéressant à observer, la prise de conscience des grands bailleurs de fonds internationaux, Banque Mondiale, Banque africaine de développement, Union européenne, qu'il faut, dans les dix années qui viennent, investir des sommes plus massives encore pour stabiliser l'Afrique, favoriser le développement des infrastructures, offrir un accès à l'énergie et épauler le développement économique en général. Les grands bailleurs internationaux prennent conscience aujourd'hui, qu'aux côtés des financements classiques dans les infrastructures, les services digitaux – notamment dans le cadre de coopérations co-construites avec le secteur privé – constituent un autre domaine d'intervention privilégié, à très fort impact pour le développement.

Nous sommes, sans doute aujourd'hui, à un moment de l'histoire où le secteur privé, les grandes entreprises européennes présentes en Afrique, les grands bailleurs internationaux qui sont en train d'ouvrir de nouveaux programmes et de nouveaux budgets au titre du développement économique de l'Afrique, et notamment dans la transition écologique, et les gouvernements prennent tous conscience de ce nouveau potentiel de coopération avec ces nouveaux acteurs. Ils sont tous conscients, aujourd'hui, qu'ils doivent travailler ensemble pour, d'une part, adapter les instruments financiers à cette nouvelle urgence climatique et aux besoins de financement des nouveaux services digitaux et,

d'autre part, trouver, pays par pays, un accord pour que les États mettent en place un cadre fiscal réglementaire favorable au secteur privé. Travailler ensemble à ce cadre commun plus favorable à l'investissement, c'est aussi revenir parfois sur le terrain de la fiscalité. Dans le domaine des télécoms, par exemple, le taux de taxation rapporté au chiffre d'affaire est parfois le triple de celui qui existe en Europe. Les États devraient sans doute travailler à réduire les taxes et offrir plus de liberté pour les investissements dans les infrastructures télécoms et les nouveaux services numériques et travailler plus globalement à une forme de 'new deal' pour les services pour lesquels, souvent, le cadre réglementaire n'est pas ouvert. Nous sommes à un moment où une approche plus flexible des règles, la baisse de certains paramètres de la fiscalité et, plus généralement, la mise en place d'un environnement favorable aux investissements sur le marché peuvent faire sens dans ces nouveaux services, pour leur permettre de donner toute leur dimension en faveur du développement du Continent.

Ce mouvement est, sous de nombreux points de vue, déjà amorcé.

En parallèle, un autre facteur s'esquisse, riche de promesses : l'intégration commerciale et monétaire progressive du Continent. S'intégrer régionalement d'abord. C'est le projet ECO d'une zone de libre-échange en Afrique. C'est très important parce que nous, investisseurs ou grands industriels, nous nous apercevons que les projets d'investissement-affaires de plusieurs centaines de millions de dollars ont du mal à se faire financer par le marché du fait de la fragmentation des marchés africains. Quand l'Afrique disposera d'un marché plus coordonné et mieux intégré sur le plan régional, avec des règles juridiques harmonisées, cela sera un nouvel appel d'air pour le financement des projets majeurs.

Je finirai sur un dernier élément qui est, aujourd'hui, la revendication sociétale et politique des Africains : l'autonomie. Aujourd'hui, les Africains ne veulent plus seulement être aidés, ils ne veulent plus seulement accueillir des financements internationaux pour les investissements. Ils veulent aussi prendre en main les clefs de leur avenir. Cela veut dire que nous devons investir dans l'éducation et la formation d'équipes locales. Nous devons travailler avec les universités et les grands bailleurs internationaux, tels que la Banque Mondiale, pour financer l'accès au savoir de manière générale et donner la responsabilité aux Africains eux-mêmes, faire le pari de l'Afrique, de ses cadres, de ses ingénieurs et de ses élites.

Voilà en quelques mots notre vision : beaucoup d'optimisme pour ces pays et un sentiment de responsabilité partagé avec les grandes institutions internationales sur l'avenir du Continent, qu'il nous incombe de construire avec les populations et les États africains, en apportant le meilleur de la technologie et du numérique. Je vous remercie.

II. LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE À L'HORIZON 2030

Khaled Igué³

Au-delà de l'économie, de la finance et de toutes les questions de développement, ce qui détermine l'avenir des nations est un état d'esprit, un optimisme concernant l'avenir. Pendant les quelques jours que je viens de passer à Abidjan, d'où je suis revenu ce matin, j'ai ressenti un grand optimisme, une joie, une envie d'aller de l'avant que je ressens dans la grande majorité des capitales africaines. Ce matin, à Paris, j'ai ressenti au contraire un pessimisme comme si le monde allait s'effondrer dans les prochains mois. Il y a pourtant ici aussi tout pour faire quelque chose de grand. C'est surprenant !

Quelques mots à mon sujet, avant d'aborder le thème de mon intervention. Je suis né au Bénin où j'ai grandi, puis, comme beaucoup d'Africains, je suis venu en France faire mes études, en l'occurrence à Paris pour faire mes classes préparatoires, l'école d'ingénieur puis Sciences Po Paris, et je ne suis pas retourné dans mon pays pour travailler à la fin de mes études. J'ai travaillé dans plusieurs pays, au Japon, en Finlande et au Niger pour AREVA, j'ai fait du conseil en stratégie chez Eurogroup Consulting et j'ai travaillé ensuite à l'OCP, l'Office chérifien des phosphates, où j'ai dirigé les partenariats publics et institutionnels pour l'Afrique pendant trois ans. Depuis trois mois, je suis banquier d'affaires, Associé en charge de l'Afrique chez Benoît et Associés et je fais des opérations de fusion-acquisition entre l'Afrique, la Chine et l'Europe. C'est en cette qualité que j'ai été à Abidjan parce que ma banque d'affaires s'occupe de la Caisse des Dépôts et Consignations de la Côte d'Ivoire, et lève aussi des fonds pour

3. Président du Club 2030 Afrique.

des entreprises. En parallèle de mon métier, j'ai écrit un livre publié en janvier 2020, intitulé « L'Heure de l'Afrique »⁴. J'y développe mes idées concernant les perspectives de développement de l'Afrique pour les vingt années à venir, que j'élabore depuis huit ans déjà au sein du think tank Club 2030 Afrique que j'ai créé.

Parler de l'avenir requiert une certaine forme de naïveté, mais je la revendique et je pense qu'il nous faut aujourd'hui parler d'avenir au vu des défis auxquels nous sommes confrontés.

L'Afrique est à un tournant de son histoire. On a déjà présenté ici les indicateurs importants concernant la croissance démographique en Afrique et l'âge moyen des Africains. D'un point de vue économique, il s'agit de d'une structure démographique jamais vue sur aucun autre continent dans le monde dans toute l'histoire de l'humanité.

La macroéconomie, qui est l'étude de la croissance et des investissements, ne suffit plus pour analyser le développement actuel du continent. La microéconomie non plus, parce qu'elle se concentre trop sur les entreprises et les consommateurs. Je préfère, moi en plus, adopter le point de vue de ce que l'on pourrait appeler la mésoéconomie, qui ne regarde pas uniquement les firmes et les consommateurs, mais aussi la stratégie industrielle des entreprises et des États. Elle analyse la façon dont la stratégie des entreprises s'intègre dans celle des États et comment la productivité des entreprises s'intègre dans l'économie globale. Cela devient intéressant parce que, si l'on regarde la fin du XX^e siècle et le début du XXI^e siècle, nous constatons la relocalisation des industries européennes en Asie et notamment en Chine. Mais déjà ces entreprises commencent à se déplacer de l'Asie vers les pays africains. Voyez par exemple le *hub* marocain de Tanger où s'installent beaucoup de grandes entreprises. Toutefois, si les relocalisations en Asie et en Chine se faisaient en raison du coût du travail, la relocalisation en Afrique se fait en rapport avec des facteurs de production liés au coût de l'énergie. Comme Jeremy Rifkin, je suis persuadé que dans les vingt prochaines années on connaîtra une bulle carbone. Nous aurons des stocks d'hydrocarbures bloqués parce que c'est le marché qui tire l'économie et si vous voyez la prise de conscience par rapport à l'économie

4. Khaled Igué, « L'Heure de l'Afrique – Pour un développement durable et inclusif », Paris, Hermann, 2020.

verte et à l'écologie, on peut être sûr que, demain, il y aura une demande beaucoup plus forte pour des énergies vertes et des énergies renouvelables. Il faut surtout se rendre compte que le prix du kilowatt/heure des énergies renouvelables est devenu très compétitif par rapport à celui des autres énergies, notamment des énergies fossiles. Le continent africain a la chance d'avoir 360 jours d'ensoleillement par an, du vent, des rivières, bref tout ce qu'il faut pour produire de l'énergie verte. Dans les dix, quinze années à venir, une fois résolus les problèmes de stockage, cette énergie va devenir encore plus compétitive. Lorsqu'il parle des révolutions industrielles, Jeremy Rifkin lie celles-ci à ce qu'il nomme «les plateformes technologiques». Ce qui les constitue tient à la mobilité, à la communication et à l'énergie. Au XIX^e siècle, la première révolution industrielle s'est faite grâce à la nouvelle mobilité des véhicules à vapeur, au télégraphe et au téléphone et à l'exploitation des énergies fossiles. La deuxième révolution industrielle, toujours liée aux énergies fossiles, tient, selon Rifkin, à la voiture à essence et à la téléphonie qui s'est énormément développée. La troisième révolution industrielle sera celle des énergies vertes, de l'Internet et des *data centers*. Pour ce qui est de la mobilité, nous aurons les véhicules connectés et les véhicules électriques. C'est ce qui va créer la nouvelle économie. Et il est évident que le continent africain dispose de tous les atouts pour devenir le continent où l'on innove où l'on trouve les nouvelles solutions pour le monde entier.

Avec une croissance démographique de 3 % à l'échelle continentale, l'Afrique aura une population de deux milliards d'habitants dans les trente prochaines années. En y ajoutant que 60 % de la population a moins de 25 ans, on se rend bien compte qu'il y a là un marché énorme. Je suis content que les dirigeants africains prennent enfin conscience de l'intégration régionale et qu'ils réfléchissent à se doter d'une monnaie unique, une monnaie commune selon les différentes zones. Demain, on ne parlera plus d'un continent sous-développé ou même d'un continent en développement. On parlera d'un continent développé parce que les critères qui définissent le développement seront réadaptés en fonction des pays africains. Les indicateurs que nous utilisons aujourd'hui ne seront plus valables demain. Aujourd'hui, les grands fonds d'investissement, les fonds de pension, les fonds souverains sont en train de désinvestir massivement des industries qui utilisent des énergies fossiles pour les investir dans les énergies renouvelables. Cela laisse à supposer que dans les prochaines années ces fonds iront vers l'Afrique où se trouvent les sources d'énergie verte.

Pour finir, je voudrais signaler que, quelque chose de très important se passe sur le continent africain. Il s'agit de la gouvernance. Lorsqu'il y a du désordre ou des problèmes de gouvernance dans un pays africain, on généralise pour mettre en cause l'Afrique tout entière. C'est aberrant. Après l'indépendance, il y avait à peine cinq pays démocratiques sur le continent. Aujourd'hui, il y en a au moins quarante-huit, la quasi-totalité. Je ne dis pas que ce sont des démocraties parfaites, mais je doute qu'il existe quelque part une démocratie parfaite. Je pense que chaque État, chaque nation fait son chemin. Quoi qu'il en soit, vue la façon dont on met en cause aujourd'hui la démocratie libérale et les questions qui se posent concernant la démocratie des prochaines décennies, dont on se demande si elle sera plus participative, si elle sera une démocratie à la française ou à l'américaine ou..., comment dire?, «une démocratie éclairée» là où le développement marche bien, il faudra que chaque nation trouve le système démocratique qui lui convient et que les peuples choisissent eux-mêmes leur système démocratique voire de gouvernance. De ce point de vue, il y a une vraie évolution : vous avez, aujourd'hui en Afrique, au moins 48 pays qui s'intitulent «pays démocratiques» – on peut, certes, discuter ce terme, mais il y a, quoi qu'on en dise, une vraie évolution de la gouvernance qui va dans le bon sens et qui ira de toute façon dans le bon sens parce que cette population très jeune et la classe moyenne qui est en train d'émerger ont une demande forte au niveau de l'État de droit. C'est donc quelque chose qui va systématiquement changer.

Il y a donc deux manières de voir les choses. On peut voir le continent africain avec une lecture d'hier ou on peut le regarder avec une lecture d'aujourd'hui et d'avenir. Si on se met à regarder l'Afrique avec une lecture d'avenir, on se rend compte tout de suite que c'est effectivement le continent où il faut être, où il faut investir, le continent avec lequel il faut dialoguer parce que, de toute façon dans les prochaines années, une personne sur trois dans le monde sera un Africain.

DISCUSSION

Yves Biyah : *Monsieur Chalumeau, nous sommes d'accord que l'environnement concurrentiel a beaucoup changé en Afrique. Beaucoup de régions du monde s'intéressent de plus en plus à ce continent et j'aimerais savoir, d'après vous, quels sont aujourd'hui les atouts et les handicaps des entreprises françaises en Afrique.*

J'ai aussi une question pour M. Igué : on parle toujours de potentiels et d'atouts du continent africain, mais comment donner des emplois à cette population jeune qui arrive? J'aimerais avoir votre vision. D'où vont venir ces emplois, sachant que les investissements dans l'éducation des pays africains ne sont pas glorieux ?

Thomas Chalumeau : C'est vrai, les entreprises européennes sont, aujourd'hui, confrontées à une concurrence principalement des grands acteurs asiatiques et américains. Les entreprises européennes gardent pourtant des atouts importants, notamment l'ancienneté de leur présence et leurs relations avec les gouvernements de ces États. S'y ajoute une capacité d'investissement importante. Enfin il y a leur image. Elles sont perçues comme des partenaires de confiance pour le développement économique et politique de ces pays. La forte croissance des nouveaux financements chinois en Afrique peut encourager dans le même mouvement les États africains approfondir leurs partenariats avec les Européens, les Américains, et d'autres Nations. Je voudrais ajouter que, dans le secteur du digital et des télécoms au sens large, les acteurs européens ont de vrais atouts. Un certain nombre de marchés africains restent, pour l'instant, à un niveau de maturité intermédiaire, avec un niveau de pénétration du smartphone de l'ordre de 25 à 30 %. Quand nous aurons atteint le double, nous serons sur des marches à peu près du niveau des pays européens et des pays développés. Évidemment, les grands acteurs de type Amazon, Facebook, Google, etc., s'intéressent à ces marchés. Les grands opérateurs ont, entretemps et en parallèle à ce mouvement, un rôle central à jouer pour apporter et diffuser le meilleur de la technologie et du numérique, forts de jouer leurs atouts, faire des offres digitales, monter des plateformes de services digitaux, offrir de la musique, du contenu, des services financiers, en un mot : un écosystème de services au quotidien. C'est cette stratégie de diversification et d'enrichissement continu de son offre que pratique, en Afrique, le groupe Orange. Je reste très confiant dans les chances et les cartes de l'Europe sur ce continent. Il y a une

attente de la part des pays africains et puis nous avons les atouts sectoriels que j'évoquais tout à l'heure.

Khaled Igué : En ce qui me concerne, je ne vois plus l'Afrique comme un potentiel : pour moi, ce continent est déjà une force. Au moment de l'indépendance, seulement 5 % de la population était éduquée, et ceux qui l'étaient n'occupaient que des emplois en fin de compte peu qualifiés. Il n'y avait pas de médecins, de professeurs, uniquement des instituteurs, des infirmiers. Aujourd'hui, la moitié de la population est éduquée. Vous avez des médecins, des ingénieurs, des professeurs, tous les métiers. Une deuxième chose : après l'indépendance, les Africains ne créaient pas d'entreprises. À ce moment-là, l'aspiration de tout un chacun était d'avoir un poste dans l'administration. Aujourd'hui, on a pris conscience que l'entreprise fait l'économie. Nous créons des entreprises. Des start-up émergent. Le problème est l'investissement. Dans les 15 prochaines années, nous aurons un déficit de 110 milliards de dollars par an dans les infrastructures. Je parle de déficits, pas de besoins. Pour la même période, nous aurons 36 milliards de dollars de déficit par an pour construire des hôpitaux et des infrastructures hospitalières. Dans l'éducation, le déficit s'évalue à peu près à 30 milliards par an. Toutefois, avec notre démographie, avec une gouvernance qui s'améliore d'année en année, avec les capacités des pays africains, avec les nouvelles économies numériques et les nouvelles énergies, toutes les conditions sont réunies pour que nous devenions un continent émergent du point de vue économique. Après, c'est une question de volonté, mais ce n'est pas aux gouvernements de créer tous les emplois. Le gouvernement a la responsabilité de créer les conditions favorables pour que les entreprises puissent investir et créer les emplois. Pour moi, la démographie n'est pas un handicap, elle n'est pas une bombe, comme je l'entends dire. Elle est une grande opportunité. La seule manière de créer des emplois, de satisfaire ces 15 millions de jeunes qui viennent chaque année sur le marché du travail, c'est un problème de volonté politique, créer l'écosystème pour que les entreprises puissent s'installer et créer des emplois. Nous sommes déjà dans cette dynamique. En Côte d'Ivoire, au Bénin, en Éthiopie, au Kenya, tout le monde essaie de mettre en place cette dynamique. Les jeunes n'attendent plus d'avoir un emploi dans l'administration. Ils savent que les administrations ont atteint leur limite. C'est déjà un état de fait, un état d'esprit. Les 15 années suivantes seront des années de développement. J'y crois. Le train est parti, ceux qui ont envie de le prendre vont s'y mettre et ceux qui n'ont pas envie, cela se fera sans eux.

Claude Fisher-Herzog⁵ : *Je voudrais intervenir sur la question du potentiel de l'Afrique. On pourrait parler d'un désert énorme entre le potentiel et la réalité. Je me rapporterai au cas de l'énergie. Aujourd'hui, 33 pays africains ont un taux d'électrification de moins de 20 %. Il y a d'énormes inégalités. Par exemple, la Côte d'Ivoire est électrifiée à 70 %, mais la Guinée à 13 %. Or, les investissements ne vont que vers des pays déjà électrifiés, là où il y a déjà des outils pour produire et se développer. Les inégalités risquent de s'aggraver. L'Afrique aurait besoin de 160 gigawatts pour se développer d'ici 2030. C'était, il y a 5 ans, les chiffres de la Banque Africaine de Développement. Actuellement, on crée un gigawatt par an. Il faut de l'électricité non seulement pour s'éclairer et avoir Internet, mais surtout pour produire. Il y aura une guerre pour accéder aux matières rares nécessaires au photovoltaïque, au smartphone, etc. Comment l'Afrique va-t-elle transformer sur place ses matières premières si elle n'arrive pas à s'électrifier? Pensez-vous qu'on pourra le faire uniquement avec le solaire et les éoliennes? Est-ce qu'il ne faudrait pas, au contraire, valoriser tous les atouts énergétiques de l'Afrique en travaillant sur les différentes technologies en collaboration avec le reste du monde pour que l'Afrique puisse, enfin, se développer?*

Ange Michel Lago⁶ : *On a beaucoup parlé d'économie, de l'avenir économique de l'Afrique. Moi j'ai une question sur le social. J'ai beaucoup entendu dans mon enfance que les trois choses sont immuables dans la vie : l'alimentation, la santé et la mort. On n'a pas beaucoup parlé de santé. J'aimerais savoir quelle est votre vision de l'avenir de l'Afrique en matière de santé.*

Baudouin Prot⁷ : *Je voudrais faire un commentaire sur la démographie. Nous présenter le développement démographique comme un atout et un potentiel, c'est franchement du populisme. Le fait de passer à trois, cinq, six milliards d'habitants en Afrique, un, cela n'arrivera pas parce que les taux de natalité baisseront avec le développement et, deux, ce n'est même pas souhaitable. Si on peut augmenter le PIB par tête, créer des emplois et les infrastructures pour deux milliards et demi d'individus, on ne pourra pas le faire pour cinq ou six milliards. On ne trouvera pas les financements. Je trouve que c'est un discours théorique, et dangereux. D'autre part, je regrette beaucoup que, pour les raisons évoquées,*

5. Directrice des *Entretiens africains*.

6. Data scientist chez AXA France.

7. Ex-PDG de BNP Paribas.

les banques européennes se retirent d'Afrique. Pour faire les infrastructures d'électricité et tout ce dont l'Afrique a besoin, il faut des financements énormes. Il ne faut pas se raconter des histoires. L'Afrique ne pourra pas le faire toute seule. Ce sont les Africains qui le feront, certes, grâce à leur esprit d'entreprise, à leur désir de développement, mais pour cela il faut, dans les vingt prochaines années, un flux de financement énorme du reste du monde vers l'Afrique. Sinon, ce que vous avez dit sur le potentiel me paraît tout à fait fondé et je dois dire que, sur le plan bancaire, c'est tout à fait passionnant : le digital a permis cette bancarisation extraordinaire sans agences et comptes bancaires par des méthodes formidablement efficaces du fait du wallet et du mobile.

Bernard Courtois⁸ : *Vous avez été très silencieux sur tout ce qui gravite autour de l'alimentation, de la nutrition et surtout de la sécurité alimentaire. Pouvez-vous nous dire quelques mots sur la façon de résoudre ce difficile problème, qui consiste à rendre l'Afrique globalement moins dépendante de l'extérieur pour son alimentation ?*

Thomas Chalumeau : Je voudrais répondre en deux mots à la première question, celle de l'énergie. Votre constat est vrai, mais statique. La dynamique est la suivante : depuis moins de deux ans, toutes les grandes institutions internationales, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, l'Union européenne, toutes les agences bilatérales européennes sont en train de se mettre au diapason de l'objectif du développement durable des Nations Unies. Elles ouvrent des crédits de centaines de milliards, notamment dans le domaine de l'énergie. Je rappelle deux chiffres. La Banque mondiale apporte sept cents milliards de fonds supplémentaires pour combler les déficits d'infrastructures en Afrique. Deux cents milliards sont réservés à l'énergie, notamment aux projets de rénovation des réseaux de production et distribution d'électricité déjà en place ; au développement exponentiel de grandes fermes solaires attenantes à des communautés villageoises, qui permettent de couvrir en électricité des communautés, notamment rurales, couvrir leurs activités agricoles et de *B to B* ; et, finalement, à l'équipement avec des modules solaires à 300 dollars pièce à même de fournir de l'électricité aux foyers. La bonne nouvelle, c'est que d'énormes financements sont ouverts. Une autre nouveauté fondamentale, c'est que le modèle économique de différentes technologies, qui n'était que peu

8. Président d'honneur des ingénieurs de l'Agro.

ou pas stabilisé il y a encore deux ans, l'est maintenant. En tant que représentant d'un grand acteur économique, je peux vous assurer que nous savons faire maintenant des fermes solaires, du *mini-grid* ou des systèmes solaires. D'autres systèmes technologiques vont arriver du fait de l'effondrement du coût des batteries et des autres composants du système. Il y a maintenant un alignement de l'institutionnel public, de la technologie et de l'engagement du secteur privé, notamment des très grandes entreprises présentes en Afrique pour investir dans ces secteurs de croissance.

Khaled Igué : Je vais essayer de répondre rapidement puisqu'il y a d'autres tables rondes. Pour la première question, je suis persuadé qu'il faudra un mix énergétique. On ne peut pas y échapper. Pour la deuxième question, nous sommes tous d'accord que le déficit d'investissement est énorme et que les pays africains ne pourront pas y faire face seuls. Il faudra des investissements directs étrangers, cela ne fait pas de doute. En ce qui concerne la démographie, vous avez vous-même répondu à cette question. La démographie n'est pas un problème en Afrique. Elle ne l'a jamais été. Ce n'est pas la démographie qui pose problème, mais les politiques publiques, la gouvernance et la volonté politique. De toute façon, la démographie va se réguler avec le temps. Mon grand-père avait huit enfants. Mon père en a quatre. Mon grand frère en a trois et moi, je n'en ai qu'un seul pour l'instant. C'est aussi simple que ça. Les choses vont se réguler avec l'urbanisation. Ce qui est important, c'est comment on accompagne la démographie dans le temps, c'est de mettre sur pied des politiques publiques adéquates, régler les questions de santé, d'alimentation et d'autosuffisance alimentaire, en évitant le gaspillage et en créant les infrastructures alimentaires nécessaires. Malheureusement, on n'a pas le temps de développer ces sujets.

Thomas Chalumeau : Un dernier petit mot sur l'agriculture. Pour résumer, l'ensemble de l'industrie technologique et financière converge vers quatre grandes priorités agroalimentaires : les *smart-irrigations*, c'est-à-dire l'optimisation des irrigations à distance, la digitalisation des grandes filières, de type le cacao, etc., la mise en place de *market spaces*, qui permettent de faire se rencontrer l'offre et la demande, et, enfin, le travail avec les agriculteurs pour les agréger dans des coopératives qui, elles-mêmes, peuvent ensuite être un relais vers le gouvernement et le secteur privé.

Yves Biyah : Je veux rebondir sur le propos de Monsieur Prot. Je ne suis pas aussi certain que vous pour ce qui est du développement démographique de l'Afrique. Pour commencer, l'Afrique est un continent peu dense. Il y a suffisamment d'espace pour accueillir plusieurs milliards d'habitants. Ensuite, il y a des poches de croissance très importantes. Les rendements agricoles en Afrique sont aujourd'hui ridicules. Si demain il y a de l'irrigation et des engrais, l'Afrique pourrait nourrir sa population. Maintenant, il y a un autre risque, et c'est là l'enjeu. C'est l'éducation de cette population. Pour soutenir cette population, il faut qu'elle soit éduquée, formée pour une pratique agricole moderne, et ensuite l'équiper. En ce qui concerne la santé, il y a des choses qui se font sur le continent. Il y a la fondation Gates que l'on connaît bien chez Jeune Afrique. Elle a eu un impact considérable en ce qui concerne le taux de mortalité en Afrique, notamment pour la malaria qui ne tue pratiquement plus aujourd'hui. La santé est devenue aussi un business. Je connais des investisseurs qui ont senti le besoin de santé des Africains et ont investi dans des cliniques pour soigner la classe moyenne africaine.

ÉVOLUTIONS SOCIÉTALES, ENVIRONNEMENT & SANTÉ

I. SANTÉ PUBLIQUE ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Professeur Joseph Brunet-Jailly⁹

La question est immense, et je me limiterai donc à une démarche en deux courtes étapes : certains programmes de santé publique ont-ils un impact sur la production ou la productivité dans le milieu qu'ils concernent ? et au-delà, a-t-on quelques indices d'une contribution de ce type de programmes à la croissance économique ?

Au niveau microéconomique, lorsqu'on examine des entreprises agricoles ou industrielles, la réponse est affirmative. Différents exemples montrent que la maladie influe sur la productivité de façon sensible et d'autres que supprimer une affection épidémique permettrait de coloniser des terres et d'y développer une production.

Dans l'encadré, je cite quelques travaux qui ont été faits par un chercheur du CERDI, un institut de recherches fondé et longtemps dirigé par le Professeur Guillaumont, et lié à l'université de Clermont-Ferrand. C'est dans ce cadre que Martine Audibert a pu travailler d'une part sur les riziculteurs dans l'office du Niger, au Mali, et d'autre part sur des cotonculteurs en Côte d'Ivoire. En reliant l'indicateur de la prévalence d'un certain nombre d'affections, en général épidémiques, à la production ou à la productivité du travail, on met en évidence un impact très clair de l'affection. Dans le cas des riziculteurs, au nord du Cameroun, on a même pu montrer qu'un programme de lutte contre la schistosomiase, qui est une maladie liée à l'eau, pourrait être rentable, c'est-à-dire qu'il coûterait moins à la société d'exploitation de la rizière que ce qu'elle pourrait gagner par le supplément de production obtenu. D'autres travaux, réalisés dans le cadre de l'IRD en liaison avec le programme Banque Mondiale de lutte contre l'onchocercose au Burkina Faso, ont montré que la lutte contre les simules qui causent la cécité des rivières permettrait de coloniser des terres qui semblaient très fertiles parce qu'elles étaient bien irriguées. Malheureusement,

9. Ancien doyen de la Faculté de Sciences économique d'Aix-en-Provence, Directeur honoraire de recherches à l'IRD, Chargé d'enseignement à Sciences-Po.

on s'est rendu compte ensuite que, si on pouvait lutter contre les simulies – malgré les inconvénients de cette lutte, parce que les insecticides ne sont pas sans créer de nuisances – la colonisation des terres, elle, posait un tout autre problème : il fallait convaincre des gens de venir habiter ces terres, les mettre en culture, s'adapter à un nouvel environnement où les simulies, même si elles ne transmettent plus la maladie, piquent et continuent de gêner.

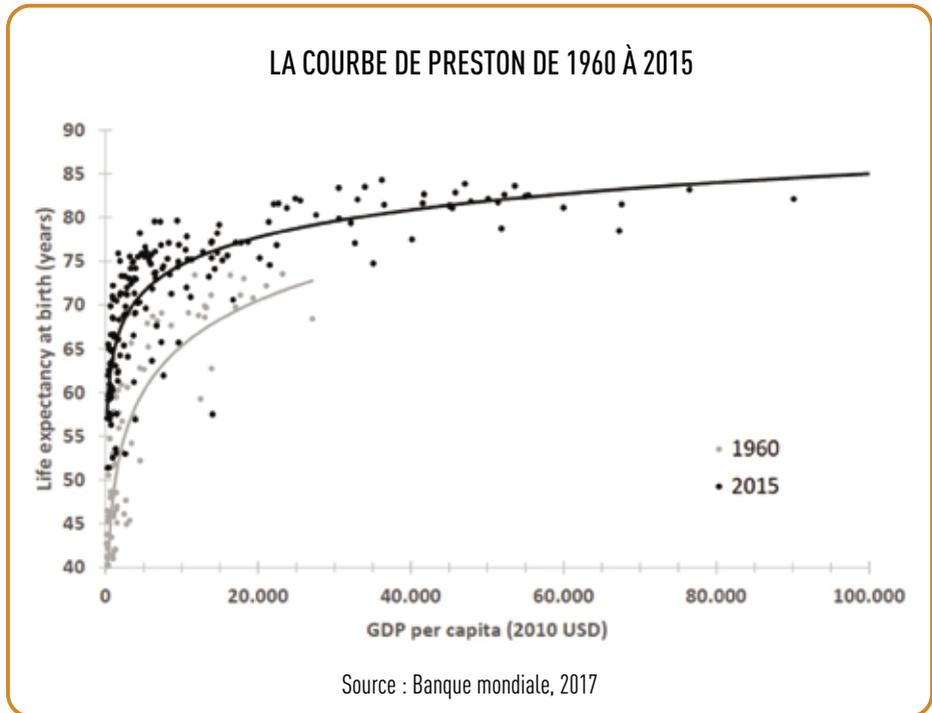
Exemples de mise en évidence d'un effet de l'état de santé sur la production et/ou sur la productivité du travail

- Les riziculteurs de l'Office du Niger : la charge parasitaire (œufs de schistosomes dans les selles ou les urines) influe, mais d'autres variables interviennent, telles que la cohésion sociale du village, la compréhension du processus culturel, la concurrence d'autres spéculations... (Audibert, 1997 - https://econpapers.repec.org/article/kapjproda/v_3a8_3ay_3a1997_3ai_3a4_3ap_3a379-394.htm)
- Les cotonculteurs de la région de Korhogo : les familles dans lesquelles la proportion d'actifs avec une densité plasmodiale élevée (> 499 parasites/ μl de sang) est supérieure ou égale à 25 %, sont moins efficaces, toutes choses égales par ailleurs, que les familles où cette densité est plus faible ou nulle (Audibert et alii, 1999 - https://www.persee.fr/doc/recoed_1245-4060_1999_num_7_4_1010)

Quelles activités de santé publique ?

- Lutte contre la schistosomiase : le seul moyen de prévention consiste à cimenter les berges des canaux ; aucun ministère de la santé ne le fait ; pour l'entreprise qui aménage, c'est une question de coût ; pour la société qui exploite, c'est une question de coût/bénéfice, jamais étudiée ou presque ;
- Lutte contre le paludisme : divers moyens de prévention, les uns collectifs (élimination des collections d'eaux stagnantes, démoustication...), les autres individuels (chimio prophylaxie, avec ses problèmes, moustiquaires imprégnées ou non...) ; qui va payer ?

Au niveau macroéconomique, les choses sont beaucoup moins nettes. La médecine triomphe, mais pas pour son impact économique. J'ai beaucoup travaillé avec des médecins, j'ai entendu longtemps le corps médical vanter les progrès de la médecine et son impact économique en s'appuyant sur la fameuse courbe de Preston, datant bientôt d'un demi-siècle, qui liait le produit par tête à l'espérance de vie.



Mais est-ce bien parce que l'espérance de vie s'accroît que le produit s'accroît ou l'inverse ? Dans quel sens va la causalité ? On sait, par exemple, que pour certaines affections, notamment en Europe, la diminution de la prévalence a été antérieure au moment où on a disposé de moyens médicaux véritablement efficaces. Les épidémiologistes anglais ont montré, il y a trois quarts de siècle, que la chute de la mortalité par tuberculose avait précédé de beaucoup l'apparition des antibiotiques. Ce n'est pas la médecine qui a gagné la bataille, c'est l'alimentation, l'hygiène publique, un certain nombre de conseils d'éducation sanitaire, etc. Ce qui valait pour l'Angleterre du début du siècle passé, se retrouve

probablement dans d'autres contextes. Par conséquent, au niveau macro-économique, les relations sont bien plus incertaines. Pour les étudier, il faut construire des indicateurs globaux. On ne peut se contenter de parler d'une maladie, sauf en cas d'épidémie qui concernerait l'ensemble d'un pays, à un moment donné¹⁰. La mortalité ou la morbidité ne suffisent pas. Qu'on puisse être malade et aller à son travail, mais qu'on ne soit pas capable de produire autant qu'avant est quelque chose de difficile à mesurer et que la mortalité ne mesure absolument pas. Depuis un certain temps, des travaux tout à fait intéressants évaluent la charge globale de la maladie. C'est Christopher Murray, qui a commencé à travailler sur ces sujets à l'OMS dans les années 1980, mais qui a dû, ensuite, partir parce que les priorités qui découlaient de ses résultats ne plaisaient pas à ce milieu, très particulier, qu'est l'OMS. Christopher Murray a alors trouvé un financeur, la fondation Gates, pour créer l'*Institute of Health Metrics and Evaluation*, au sein de l'Université de Washington à Seattle, sur cette idée de *global burden of disease*. L'essentiel de ses estimations est publié dans *The Lancet*. Le principe consiste à additionner aux années perdues du fait d'une mortalité prématurée, les années perdues du fait des épisodes morbides qui empêchent temporairement les gens d'aller travailler ou de ceux qui réduisent la productivité et le bien-être (un handicap, une incapacité permanente, etc.) Cela, à l'aide d'enquêtes auprès de la population. Il y a, aujourd'hui, toute une industrie de la recherche scientifique sur ce sujet, avec de grands besoins financiers, d'où le partenariat avec la fondation Bill Gates.

Il y a donc mieux que l'espérance de vie pour étudier la relation entre les programmes de santé publique et le développement. Nous disposons de l'indicateur charge globale de la maladie, mais le problème n'est pas résolu pour autant, parce que l'interaction est complexe. Elle est à double sens. La santé permet, dans certains cas, d'améliorer la production et la productivité donc elle favorise le développement mais, en sens inverse, le développement dans beaucoup de ses dimensions améliore l'état de santé. Les économètres ont des techniques pour progresser dans l'analyse de la causalité, mais on se trouve vite confronté à une insuffisance de l'information. Et, donc, de multiples dimensions du développement doivent être considérées.

10. Je dois reconnaître que je n'avais pas prévu une pandémie telle que celle que nous connaissons désormais. Il est vrai que les conséquences macro-économiques de l'épidémie de sida ont été beaucoup plus faibles que ce que certains modèles économiques avaient fait craindre.

Le lien entre la santé et l'éducation est absolument décisif. Le choix des actions de santé publique est, lui aussi, d'une très grande importance. L'accroissement de population est-il suffisant pour obtenir un accroissement du produit pour des économies où le chômage est très important, notamment celui des jeunes, et où le niveau d'éducation reste extrêmement faible ?

La transition démographique est aussi une donnée à prendre en compte. Quand il y a forte natalité et forte mortalité, certaines actions de santé, comme la vaccination des enfants, ont des effets immédiats sur la croissance démographique. On peut espérer que quinze ou vingt ans après, s'il y a un effort d'éducation, cela contribuera à la production, mais les mêmes actions après la transition démographique n'ont plus du tout le même effet. Se pose surtout le problème de la cible choisie pour les actions de santé. La priorité a été donnée aux hôpitaux. On a passé des générations à construire en Afrique des hôpitaux qui ressemblaient à celui de Bordeaux ou à celui de Clermont-Ferrand. Les praticiens, d'ailleurs, étaient issus de nos facultés. Mais que soigne-t-on dans ces hôpitaux ? Pas les affections qui concernent le grand nombre de la population, le grand nombre des paysans, le grand nombre des travailleurs d'industrie. On n'en soigne qu'un tout petit nombre, pour des affections, par exemple liées à l'âge, dont le soin n'aura aucun effet sur la production. On est passé un peu vite sur la santé publique à proprement parler : les actions, notamment préventives, éventuellement curatives, qui concernent les grands problèmes de santé de la masse de la population. Le SIDA en est l'illustration. On a développé des services pour soigner les malades du Sida dans les hôpitaux, mais si on avait fait en matière de prévention le dixième de ce qu'on a fait en matière de recherche de médicaments efficaces pour stabiliser la situation des malades du SIDA, les résultats auraient pu être meilleurs. Car en fin de compte, dans beaucoup de pays d'Afrique, actuellement, la moitié des malades identifiés comme tels ne sont pas encore pris en charge, alors que ceux-ci ne sont qu'une fraction, inconnue, du nombre réel de malades et que la maladie continue à se transmettre. Le choix des actions de santé publique est absolument décisif et je voudrais, pour terminer, signaler les travaux de l'équipe de Dean Jamison, qui était la cheville ouvrière du *World Development Report* de 1993 : « *Investing in Health* ». Depuis 1993, Jamison n'a cessé d'améliorer son étude des priorités en matière de santé pour les pays en voie de développement. Sa dernière publication est le « *Disease Control Priorities for Developing*

Country »¹¹. Un des exemples pris par Jamison est le tabac : une des choses les plus efficaces que vous pouvez faire sur toute la planète pour améliorer l'état de santé des gens, c'est taxer le tabac. Vous êtes sûrs de gagner quelque chose en matière de santé publique. Mais nous avons des producteurs de tabac, des consommateurs de tabac, on ne fait pas grand-chose dans ce domaine. Un autre exemple est les campagnes de vaccination : celles-ci devraient être prioritaires relativement aux soins dans les centres hospitaliers universitaires.

II. QUELLE PLACE POUR L'ENVIRONNEMENT EN AFRIQUE ?

Jérôme Koumba¹²

Les préoccupations environnementales ont pris vraiment corps au niveau mondial avec le premier Sommet de la Terre qui a eu lieu à Rio en 1992. Ce sommet a consacré le concept de développement durable. En comptant Rio, trois conventions internationales sur l'environnement ont été adoptées : sur les changements climatiques, sur la biodiversité, sur la désertification. Concernant la première, une COP a lieu tous les ans. Celle de 2009, à Copenhague, a créé le «Fonds vert pour le climat», qui a pour vocation d'accompagner les pays les moins avancés face au changement climatique. La COP21 de Paris, en 2015, a abouti à deux objectifs principaux : la réduction par chaque pays de ses émissions de gaz à effet de serre et la mise en place de mécanismes d'adaptation aux conséquences des changements climatiques. Il est convenu que, chaque année, un point serait fait sur les avancées de chaque pays. Ce n'est pour l'instant pas très brillant. Les pays n'ont pas beaucoup mis en œuvre ce qu'ils avaient préconisé. Certains demandent des compensations financières, l'idée étant que leur action pour la protection de l'environnement et contre le changement climatique doit être soutenue par de l'argent venu de pays industrialisés ou avancés, réputés être les principaux pollueurs.

Le problème est que, si on attend chaque fois que l'argent vienne des pays industrialisés ou avancés, les mesures risquent de trop traîner. Cette situation

11. Voir <https://www.dcp-3.org>.

12. Expert auprès des Nations Unies depuis 1991, Directeur général de GES Environnement.

contribue à donner l'impression que l'Afrique est en retard sur les questions d'environnement. Mon expérience est que les États africains ont des difficultés, parce qu'ils élaborent des stratégies, mais ont du mal à les mettre en œuvre et à en assurer le suivi. L'Afrique semble ainsi ne pas beaucoup avancer sur les questions d'environnement et il est aussi vrai qu'il y a un manque de prise en compte de l'environnement dans l'élaboration des programmes budgétaires : l'environnement reste le parent pauvre alors qu'il devrait être considéré au même titre que la santé, l'éducation ou l'habitat.

Pour ce qui est des solutions, deux grandes entrées existent : la première consiste à s'appuyer sur le volontariat ; la deuxième est l'approche réglementaire. Le volontariat est toujours difficile à manier : vous attendez que les uns et les autres fassent des gestes en faveur de l'environnement, mais cela ne vient pas vite, et cela revient à laisser en grande partie l'initiative aux mains des associations, des ONG, qui n'ont pas toujours les financements pour aller loin. Les résultats probants de terrain se font donc attendre. L'approche réglementaire, elle, relève plutôt de la responsabilité de l'État. La difficulté, ici, est de demander aux entreprises de faire des sacrifices en matière de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre, sachant que la sensibilisation n'est pas assez poussée et qu'il faut prévoir des compensations financières, ce qui demande d'arriver à mettre en place des mécanismes au niveau fiscal et douanier.

Un problème, que je voudrais signaler, tient aux ressources humaines : je prends soin de donner des cours dans les universités africaines parce que j'ai découvert qu'il y avait un déficit fondamental en matière de formation et de recherche dans ce domaine. Celles-ci doivent être renforcées et orientées vers une recherche appliquée au développement et à la résolution de problèmes sociétaux. Il est temps qu'il y ait aussi, au niveau diplomatique, plus de partenariats en matière éducative relativement à l'environnement. On a beaucoup parlé des énergies renouvelables, mais je ne connais pas beaucoup d'écoles en Afrique qui forment dans ce domaine-là.

DISCUSSION

Henri de Villeneuve¹³ : *Quand je suis arrivé en Afrique du Sud, où j'ai investi dans l'agrobusiness, le taux de prévalence du SIDA était de 20 %. En faisant un calcul simple, on devait considérer qu'en cinq ans il fallait renouveler le personnel. Vingt ans après, le SIDA, qui était au top des difficultés des investisseurs dans la région, a disparu de leurs priorités. Est-ce un problème de communication ou une réalité? Est-ce parce qu'on ne veut plus en entendre parler ou parce que les mécanismes de santé mis en place ont fait disparaître cette difficulté?*

J'ai une seconde question, concernant l'environnement. Je travaille dans les processus d'investissement dans l'agrobusiness en Afrique australe anglophone et lusophone. Je constate que le discours occidental qui consiste à mettre en avant le développement durable et l'impact social est extrêmement difficile à accepter du côté des investisseurs africains. Ils nous disent : vous vous êtes bien amusés, vous avez vidé la cave, maintenant, c'est à nous de prendre le boulot. Ma question est la suivante : les acteurs publics, en Afrique, qui ont failli dans beaucoup de domaines, sont-ils les bons acteurs? Je me demande donc, en regardant ce qui se passe en Afrique du Sud, que je connais bien, si la faillite d'Eskom et les difficultés actuelles des sociétés nationales d'énergie ne sont pas une chance formidable pour que l'initiative privée, qui a le souci de l'environnement, se saisisse de cette opportunité et réponde aux défis énergétiques en apportant des solutions appropriées?

Daniel Verner¹⁴ : *Ma question est la suivante : il me semble que dans les propos que je viens d'entendre la question du réchauffement climatique reste marginale. Vous ne faites pas référence aux travaux du GIEC. Je voudrais savoir comment le réchauffement climatique, tel qu'il est étudié aujourd'hui, dans l'état de nos connaissances actuelles, va impacter le continent africain. Quel sera son impact sur la démographie?*

Joseph Brunet-Jailly : *À la question concernant l'Afrique du Sud, où pendant une dizaine d'années les autorités ont fait semblant d'ignorer le problème du SIDA, je n'ai pas de réponse précise, car je ne connais pas en détail la situation. La*

13. Fondateur et directeur de COBASA, société de conseil en investissement en Afrique.

14. Secours populaire français, ingénieur à l'INRA.

seule réponse que je peux suggérer, peut-être partielle, c'est de rappeler que le Président de l'Institut de recherche pour le développement, le professeur Moatti, qui avait travaillé sur la Compagnie ivoirienne d'électricité, avait montré que, dans le cadre de cette compagnie, l'impact du SIDA sur les performances était nul. Cette compagnie est, certes, un isolat à l'intérieur de l'économie ivoirienne, qui n'a rien à voir avec d'autres secteurs d'activité, tels le cacao ou le café, dont vivent la majorité des gens. C'est une population beaucoup plus qualifiée, les postes de travail sont moins physiques, etc. Ma seule hypothèse serait de supposer que peut-être les investisseurs qui sont très actifs actuellement en Afrique du Sud privilégient des secteurs où, pour des raisons qui tiennent à l'organisation du travail, à la rentabilité de la production et à la capacité de l'entreprise de prendre en charge le soin des malades, par exemple, ils arrivent à minimiser l'impact de cette maladie.

Henri de Villeneuve : *Je ne peux pas laisser passer ça. Pour bien me faire comprendre, je voudrais faire référence à un autre pays où cette problématique est moins importante, le Nigeria. Dans ce pays de quelque 200 millions d'habitants, le taux des malades de SIDA a diminué. Votre réponse est peut-être vraie, mais elle est partielle. Vous ne pouvez pas dire qu'aujourd'hui le taux de diminution du SIDA est lié uniquement aux investissements privés qui, pour protéger leur actif humain, se tournent vers certains secteurs plutôt que vers d'autres.*

Yves Biyah : Je veux juste ajouter que le cas de l'Afrique du Sud est unique en Afrique et que ses taux de prévalence sont bien supérieurs à ceux du Nigeria et des autres pays africains. Je pense que le problème ne se pose pas du tout dans les mêmes termes dans le reste du continent.

Jérôme Koumba : Je vais répondre à propos de l'environnement. J'ai réuni les deux questions en une seule parce qu'elles se complètent. Pour ce qui est de l'agrobusiness, je ne connais pas beaucoup d'entrepreneurs – moi-même j'en suis un! – qui fassent du business par philanthropie. Les gens font du business pour gagner de l'argent. Donc, ceux qui sont dans l'agrobusiness et qui peuvent ou veulent faire des choses en Afrique dans le domaine des énergies renouvelables ou autres, le font parce qu'ils en ont les capacités, sans compter qu'on ne peut pas faire du commerce là où il n'y a pas une demande. J'ai dit de manière lapidaire, dans mon exposé, que si l'Afrique veut avancer dans les questions d'environnement, ceux qui ont la science ou qui connaissent

doivent s'y installer sans attendre. Ceux qui sont compétents dans les énergies renouvelables peuvent jouer un rôle important dans le développement des pays africains. J'enchaîne en disant qu'à un moment ou un autre, on finit par se heurter aux questions du changement climatique, avec toutes les questions qu'il y a derrière. Et puis la démographie avance. Comment faire? Si j'ai dit que les deux questions sont liées, c'est parce que je crois que les problèmes d'environnement prennent beaucoup d'ampleur aujourd'hui pour la simple raison que depuis longtemps, nous avons travaillé avec des sources d'énergie fossile. Nous, en Afrique, mais en Europe aussi. Or, nous avons pris conscience que les énergies fossiles mettent en danger la planète. Les pays africains vont emboîter le pas des pays développés pour progresser et avancer vers les énergies renouvelables et éviter une société carbonée, quitte à avoir pour partenaires les champions de l'agrobusiness.

Yves Biyah : Je vais juste compléter et dire que sur la question du réchauffement et du changement climatique, je pense qu'il sera très compliqué d'expliquer aux dirigeants africains que cela doit devenir, du jour au lendemain, leur priorité. Quand vous êtes président d'un pays africain, vous devez faire des routes, construire des hôpitaux, vous avez tellement d'urgences, tellement de priorités, qu'il est illusoire de penser que la protection de l'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique seront sur le premier plan. Si on veut que les choses avancent en Afrique – et je pense que c'est dans l'intérêt du monde entier ! – Il n'y a pas de secret, il faut opérer d'importants transferts de technologies et de fonds et il faut le faire parce que cela ne se fera pas de soi-même.

Jérôme Koumba : L'Afrique doit faire face à une problématique dont je fais souvent état dans mes conférences : entre le développement et la lutte contre la pauvreté, quelle place donner à l'environnement?

POLITIQUE

I. LES DÉFIS DU XXI^e SIÈCLE

Georges Courade ¹⁵

Depuis 1960, le continent africain semble toujours accablé par de nombreux problèmes de développement, des écosystèmes en péril jusqu'à une corruption alarmante en passant par la pauvreté et la malnutrition. Et ceci est aggravé par le changement climatique et une croissance démographique sans équivalent ailleurs. De 2000 à 2014 toutefois, l'Afrique a connu une croissance de plus de 5 % l'an, en moyenne, un accroissement de richesse limitée à 2 % par habitant, en raison de l'expansion démographique. Auraient joué positivement, l'apparition d'une « classe moyenne », la « révolution digitale », la hausse des investissements et des cours des matières premières sous l'impulsion de la Chine. Menaces, handicaps et problèmes en suspens restent pourtant des défis à relever.

Difficile de hiérarchiser tous ces obstacles au développement qui pèsent sur les peuples africains, de gravité différente selon les régions.

Ces défis mettent à l'épreuve les 54 États, loin de constituer des Nations pour la plupart, impuissants ou sans volonté d'agir, quelle que soit leur taille et leur population entre Seychelles, Algérie ou Nigeria. Préoccupés aussi par leur seule survie pour un nombre conséquent d'entre eux encore en proie à des guerres à bas bruit, ou encore pilotés par des satrapes accrochés à un pouvoir sans partage depuis plusieurs décennies. Sans aucun pays leader pour montrer l'exemple.

Ces problèmes critiques seront ici évoqués avec un regard afro-centré pour ne pas projeter les clichés et les idées reçues des Blancs sur ce continent. Sur 30 millions de km², l'Afrique va afficher une population 5 fois plus importante que celle de l'Europe dans trente ans. Et elle atteindra en 2050 une densité moyenne de l'ordre de 80 ou 120 habitants au km², si l'on inclut ou exclut les parties désertiques ! Densité moindre que celle de l'Inde (450h/km² en 2018) et proche de celle de la France et de l'Europe.

15. Directeur honoraire de recherches à l'IRD, professeur associé à l'université de Paris 1 (Panthéon-Sorbonne). Il a travaillé dans la recherche pour le développement en Afrique subsaharienne de 1969 à 2004 et est l'auteur de l'ouvrage « Les Afriques au défi du XX^e siècle » (Belin, 2014) et a dirigé « L'Afrique des idées reçues » (Belin, Reed, 2016).

1. Les Afriques plus que l'Afrique.

Les défis à affronter et la façon d'y faire face dépendent des personnalités géo-historiques des Afriques. Disparates par leur peuplement et leurs cultures, elles auront des capacités très différentes à mener cette bataille.

Il y a une Afrique qui appartient par l'histoire au monde arabe, même si elle interfère depuis toujours avec l'Afrique subsaharienne. Marquée par l'Islam, cette Afrique-là a connu la colonisation turque, une urbanisation ancienne et affiche une démographie sous contrôle. L'Afrique nilotique, trait d'union entre l'Afrique subsaharienne et la Méditerranée, vit autour de la colonne vertébrale que constitue le Nil, cet immense fleuve qui fournit à trois géants de l'Afrique du Nord-Est (Egypte, Soudan et Ethiopie) des ressources vitales considérables qu'ils se disputent.

Il faut s'arrêter sur l'Afrique des colonisations de peuplement qui ont marqué au fer rouge le passé récent, du Kenya à l'Afrique du Sud, y compris l'Algérie, mais aussi des régions de l'Afrique sahélienne traversées par les peuls du djihad d'Ousmane Dan Fodio. De même, on ne peut passer sous silence les Afriques des décolonisations plus ou moins désastreuses (RD Congo, Rwanda, Zimbabwe, Sierra Léone, R Centrafricaine, Somalies, Comores, etc.).

Pèsent lourd dans la balance les razzias esclavagistes qui ont duré des siècles et ont créé de nombreux vides dans le peuplement : zones de plaines riches (comme le *Middle Belt* nigérian), limites du Sahara, zone du golfe de Guinée ou de la côte swahili de Mombassa à Maputo. Inimitiés contemporaines en sont issues et ont du mal à être dépassées, comme au Mali où elles sont récurrentes.

Bref, la plupart des pays africains créés par le découpage colonial ne constituent pas des « pays neufs », au sens où l'on pourrait y travailler sur une table rase, à l'image de ce qu'a fait le Brésil.

Bien des Afriques ont hérité de défis souvent aggravés par les puissances coloniales : tribalisme institutionnalisé et renforcement des potentats locaux un peu partout au nom du « gouvernement indirect » pratiqué par tous les colons, cristallisation de l'accaparement des terres par des minorités, du Nigeria à l'Afrique du Sud, de la Namibie au Zimbabwe.

Des modifications majeures de la géographie ont été imposées aussi avec le drainage des richesses vers les côtes. 38 % de la population africaine est encore éloignée de plus 500 km de la mer. Au Nigeria, Lagos fut édifiée pour contrer des centres religieux ou commerciaux continentaux, comme Sokoto ou Kano. Et l'on a cherché dans quelques pays (Tanzanie ou Nigeria) à relocaliser à grands frais la capitale politique au centre. Avec un succès qui reste à démontrer.

On ne peut modifier qu'à la marge la géographie qui décrit l'interaction entre une population concentrée sur un territoire et l'exploitation des potentialités de celui-ci et la géopolitique qui évalue l'emprise des pôles structurants. Elles doivent être considérées comme des contraintes qu'on doit utiliser, tant les résistances de l'existant sont grandes. Transformer un État unitaire en un État fédéral, coloniser des territoires sous-peuplés, déconcentrer le pouvoir ont du mal à remodeler des territoires trop centralisés ou occupés à la diable. Les méthodes utilisées conduisent trop souvent à des échecs : ignorance des droits superposés de chacun, logiques profondes contraires, autoritarisme et technocratie.

A ce patchwork d'héritages compliqués, s'ajoutent des cultures et des langues « ethniques » en nombre considérable. Avec des arbitrages difficiles pour faire de l'éducation le creuset de la nation et un lieu d'acquisition de savoirs et de compétences utiles. Et l'on compte trop d'acteurs politiques traditionnels (chefferies) et modernes concurrents, locaux, nationaux et internationaux pour penser, conduire et coordonner des réponses à ces défis.

2. L'arbre démographique ne doit pas cacher la forêt peuplante.

Avec la prégnance de l'écologie médiatique, le « rattrapage » démographique africain suscite, tour à tour, des peurs et des espoirs irraisonnés. Exemple : l'alarmisme ou l'euphorie démographique, la bombe P ou la croissance générée par l'arrivée des jeunes sur le marché de l'emploi (« dividende démographique »). Avec en prime la méconnaissance de la place majeure du secteur primaire dans les économies africaines en 2020 comme en 2050.

La progression exponentielle de la population du continent (doublement de 2020 à 2050, de 1,2 à 2,4 milliards d'humains), après une longue phase de stagnation, doit être mise en relation avec les ressources – notamment agricoles – mobilisables. Les régions d'altitude les plus peuplées de l'Ethiopie affichent, actuellement, des densités de 500 habitants au km², voire plus, sont-elles réellement surpeuplées ? La notion de surpeuplement est relative et ne pourrait

éventuellement s'appliquer que dans les zones rurales densément peuplées du Nigeria et des montagnes d'Afrique orientale.

Le continent africain est, en 2020 encore, un continent de paysans et éleveurs. Ces paysanneries familiales peuvent-elles produire leur alimentation sur leurs terres et nourrir les 40 % d'urbains ? Voilà une question qui revient sur le devant de la scène avec l'accaparement des terres par des investisseurs extérieurs. Les modèles agricoles utilisés (défrichements, mise en culture, irrigation, etc.), les plantes choisies (céréales et racines, féculents ou légumineuses, etc.), les rendements obtenus, permettent-ils de nourrir la population présente sans importations de riz d'*Uncle Bob* (sino-thai) ? C'est en résolvant ces questions (et d'autres sur les ressources non agricoles et la régulation des marchés vivriers) que l'Afrique pourra gagner la bataille de la sécurité alimentaire.

Plus de 60 % des emplois sont liés aujourd'hui aux activités du secteur primaire et ce sera encore le cas dans 30 ans. La montée en puissance des technologies de l'information et de la communication, la création de multiples start-up ne doivent pas constituer l'arbre qui cache la forêt. Les emplois agricoles, aujourd'hui dépréciés, devront être attractifs alors que tous les systèmes éducatifs méprisent ce secteur.

3. De l'achèvement de la décolonisation à la mise en place d'États-nations en passant par l'enrichissement de la croissance.

De multiples défis généraux sont à considérer : une décolonisation inachevée, une immense jeunesse à employer et une globalisation ambivalente. Tout cela s'ajoutant aux menaces écologiques aggravées et à une croissance économique insuffisante. Alors que le continent passe d'un monde paysan à des sociétés citadines et que se manifeste un besoin urgent d'État.

Le processus de décolonisation doit être achevé. D'abord, reprendre le contrôle de la défense et de la monnaie. En finir avec la tutelle du Trésor français pour la monnaie d'Afrique occidentale et disposer d'outils militaires, républicains et efficaces. Repenser les frontières laissées par la colonisation pour juguler les nombreux séparatismes. Par la négociation, voire la guerre, qui a forgé la géopolitique européenne tout en produisant de véritables États. Enfin, réformer le système de formation colonial pour le rendre plus opérationnel sans l'abandonner à l'initiative privée.

S'il faut accélérer le passage à une famille de petite dimension, il faut surtout s'apprêter à gérer un milliard de jeunes dans 30 ans. La fécondité – 5 enfants par femme actuellement – a diminué chez les plus riches, là où l'éducation des filles a été mis en priorité et quand la condition féminine s'est améliorée. Pas d'illusion cependant : ce sera lent.

Reste pour des actifs en faible nombre à prendre en charge l'éducation et la santé de tous ces jeunes et à édifier services publics et équipements urbains, dont ils seront les usagers ou les clients. À leur proposer des emplois décents en rendant les métiers agricoles et artisanaux attractifs. Et privilégier l'apprentissage – en parallèle aux écoles professionnelles – en luttant contre la domesticité payante à laquelle il se réduit souvent, sans transfert de savoirs.

Des migrations intra-africaines seront inévitables. Faut-il accepter le laisser-faire actuel ponctué d'accès de xénophobie et de massacres ethniques ? L'hospitalité du passé s'est réduite comme peau de chagrin et il semble nécessaire de faire baisser la pression foncière dans les zones trop densément peuplées. Cela doit être préparé à minima. L'Europe-forteresse sera un débouché mineur pour ceux qui y ont des correspondants, pour les diplômés sans emploi et pour tous ceux qui se sentiront politiquement brimés. Le vrai sujet sera cependant la redistribution de la population dans l'Afrique elle-même, car elle reste très mal répartie eu égard aux potentialités.

Extraverties, les sociétés subsahariennes ont une longue histoire d'échanges interculturels et technologiques avec le reste de la planète. Adoption de plantes cultivées, conversion aux religions et sectes venues de l'extérieur. Et l'on a cru, à tort, à un mimétisme dans l'adoption de nouvelles habitudes alimentaires (consommation de riz ou de pain) ou d'institutions comme l'État en majesté. Ce qui vient de l'extérieur est, en fait, bricolé, recyclé et remis aux normes locales pour fonctionner. Des réinventions de normes et de savoirs se sont produites à la suite de ces contacts et sous la pression des pouvoirs coloniaux. Certaines modernisations par transfert de technologies sans adaptation ont été ainsi des échecs, comme l'irrigation à grande échelle.

Les régions frontalières d'origine coloniale sont devenues de véritables régions économiques. Quand les populations de même culture, de part et d'autre de celles-ci, ont pu jouer sur l'échange des monnaies, l'achat de produits subven-

tionnés ou à meilleur prix, l'introduction de produits réglementés hors douane ou l'exportation de minerais rares (coltan). De petits pays sont ainsi devenus des États contrebandiers de fait : Bénin, Gambie, Ouganda, Somalie, etc.

La mise en commun d'équipements indispensables (centres de recherche, moyens de transport et de télécommunications, etc.), la gestion des grands fleuves ou des conflits, la mise en commun de moyens militaires progresse à une lenteur calculée. Tant les chefs d'État africains sont rétifs sur tous ces sujets. Face à de grands investisseurs, pas de politique commune comme pour la taxation. Tout au plus, joue-t-on sur les rivalités Chine-Europe ou sur la diversification des partenaires. S'unir pour faire face est pourtant devenu une urgence.

L'Afrique connaît des sécheresses plus accentuées dans les zones vulnérables (Sahel, Afrique australe), des précipitations inférieures à la moyenne et des durées de saison des pluies plus incertaines. Alors que moins de 10 % des terres cultivées sont irriguées. Dans le même temps, la montée des eaux menace les grandes villes côtières. L'eau, abondante sur le continent, reste très mal répartie pour combattre ces changements. Et de nombreuses pratiques agronomiques dégradent les sols (latéritisation), érodent la biodiversité et détruisent le couvert forestier. Les rendements des récoltes restent faibles : 1 tonne/ha pour le sorgho sahélien, mais plus de 10 pour le manioc, tubercule anti-famine. Face aux menaces en cours, le choix de l'agriculture familiale, de l'agro-écologie, de l'agroforesterie et de systèmes d'irrigation maîtrisés par les paysanneries constitue de bonnes réponses. Encore faut-il que les politiques agricoles favorisent cette option.

Les paysanneries encore vivantes ont su enrichir et organiser leurs cultures pour obtenir, bon an mal an, grains et tubercules, feuilles et légumineuses dans des situations incertaines. Travail du sol, jachère, utilisation optimale d'associations végétales, etc. permettent de jouer la complémentarité et la division des risques. Ces agricultures ont réussi à ravitailler en vivres les marchés urbains qui ont explosé sans le soutien de l'État.

Le continent africain a besoin d'une croissance économique forte pour faire face à tous ces défis. Elle n'était que de 3 à 4 % entre 2017 et 2019. Elle doit s'appuyer sur d'autres secteurs que la consommation et l'économie numérique. Il faut continuer à explorer les ressources géologiques, mieux encadrer les

mines artisanales, valoriser sur place les matières premières et diversifier le développement manufacturier pour le marché intérieur et international (textile, chaussures, agro-industrie, etc.), privilégier les entreprises nationales de taille moyenne et monter, si possible, en gamme.

L'Afrique constitue la dernière frontière pour les ressources. A l'abondance des terres, des matières premières et des réserves en eau, viennent s'ajouter des réserves forestières et biologiques considérables mal exploitées. On extrait, depuis peu, des combustibles minéraux au Mozambique, en Tanzanie et en Ouganda, etc. Le continent est aussi apparu comme un réservoir essentiel de terres arables avec l'Amérique latine pour relever le défi de nourrir 10 milliards d'humains en 2100 : 200 millions d'ha arables seraient, théoriquement, disponibles. En tout cas, l'accaparement des terres a commencé depuis 2000. Ceci a donné lieu à des expropriations de petits exploitants et a aggravé l'insécurité alimentaire.

De rural, le continent devient très rapidement urbain. Le sous-continent subsaharien, en retard sur l'Afrique du Nord, comptera en 2025, 80 villes millionnaires, mais les petites villes se peuplent plus que les métropoles, renforçant ainsi les liens villes-campagnes. Le mode de vie citadin y émerge lentement. Monopolisant une large partie de la richesse nationale, les capitales affichent des inégalités considérables. S'étalant sur de vastes espaces, ces grandes villes-taudis semblent ingérables (transports, réseaux, équipements, etc.).

L'ajustement structurel, appliqué entre 1980 et 2010, a provoqué l'appauvrissement de la population insérée dans l'économie marchande. Il a modifié durablement les normes : recherche du profit facile, montée de l'individualisme, « solidarité » en berne, etc. En réaction, on a vu le retour aux fondamentaux religieux. Et un peu partout, mafieux et arnaqueurs, milices et chefs de guerre tentent de se partager les commerces illicites.

Face à toutes ces questions, le continent africain a besoin d'États-nations solides et légitimes pour répondre aux attentes. D'États régulateurs, stratèges et protecteurs. Conduire des politiques publiques répondant aux défis dans l'intérêt général, instaurer des règles dans l'exercice du pouvoir et établir un contrat social avec la population. Et promouvoir le sentiment d'appartenir à la même nation en s'appuyant sur un récit national faisant place aux résistances

africaines contre les agressions extérieures. Et éviter de manipuler l'ethnicité pour en faire un tribalisme mortifère, voire génocidaire.

Fait de conscience regroupant des individus sur la base de la parenté et de la langue, le sentiment ethnique s'appuie sur un récit mythique des origines, le culte des ancêtres, et s'accompagne d'un code de conduite relevant de la « tradition ». Intériorisé, ce sentiment a été instrumentalisé par les politiciens. Ils ont construit ainsi des États fédérés sur les « nations ethniques » (Nigeria, Ethiopie) ou gouverné avec une équipe ethno-géographique plutôt que partisane. Avec tous les dangers que cela comporte et qui s'ajoutent aux dérives récentes, cupidité et violences, corruption et escroqueries, à contenir ou éradiquer.

4. Pour conclure

Les défis font système et sont multiples et interactifs, immédiats et à plus long terme et le défi démographique n'en est pas le plus important. Un obstacle – et non des moindres – est celui des représentations opérationnelles de ces défis par les élites africaines, soit trop souvent pessimistes et défaitistes, soit naïvement optimistes ou mettant en cause un héritage colonial occultant des questions actuelles.

Par quel bout prendre les défis ? La seule option, c'est l'option africaine à construire sans illusion lyrique, pas à pas par l'expérimentation et la soumission aux faits. Sans mythifier les nouvelles technologies. Sans croire pouvoir se passer d'équipements de base. En valorisant l'agriculture. En incitant à l'hybridation technologique et à l'invention. En se rappelant que l'économie est enchâssé dans le social, ici plus qu'ailleurs. Et en s'appuyant sur la faculté d'adaptation ou la résilience extraordinaire des sociétés face aux défis qu'elles affrontent et sur les fondamentaux des sociétés africaines et la réinvention des traditions.

II. PANAFRICANISME ET SÉCURITÉ

Pr Massaër Diallo ¹⁶

Le panafricanisme est issu d'un mouvement intellectuel et politique né au XIX^e siècle dans la diaspora et systématisé en Afrique au XX^e siècle. Il y constitue aujourd'hui le socle doctrinal de la politique d'intégration régionale dont procède l'Union africaine fondée en 2002, un siècle après la première Conférence Panafricaine tenue à Londres du 23 au 25 juillet 1900. On compte parmi ses figures de proue : Edward Wilmot Blyden (1832-1912), William Edward Du Bois (1868-1963) et Marcus Garvey (1887-1940). Le panafricanisme prit son essor dans la lutte pour l'émancipation des Noirs et servit de référence fondamentale dans le combat anticolonial des élites africaines. Il fut porté par des leaders charismatiques, penseurs et hommes politiques, comme le Ghanéen Kwamé Nkrumah, le Sénégalais Cheikh Anta Diop et le tanzanien Julius Nyerère, parmi d'autres. L'objectif était la libération, l'unification et le développement de l'Afrique.

L'État africain issu des indépendances politiques autour de 1960 était censé constituer un levier pour relever le défi de la balkanisation de l'Afrique et construire son unité sous forme d'union ou de fédération.

Au début du XXI^e siècle, le projet panafricaniste fut assumé par des chefs d'État africains convergeant vers une nouvelle volonté d'unification politique régionale. Parmi eux, il y eut Mandela et son successeur en Afrique du Sud, le Guide libyen Kadhafi, Obasanjo au Nigeria, Wade au Sénégal et Konaré au Mali qui devint le premier Président de la nouvelle Union africaine.

En 2004, l'Union africaine adopta une « Déclaration solennelle pour une politique africaine commune de Défense et de Sécurité ».

Qu'en est-il donc de la sécurité en Afrique ?

Quelles sont les réponses panafricaines apportées aux défis sécuritaires ?

16. Président de l'Institut d'Études Politiques et Stratégiques (IEPS), membre du Conseil d'orientation de l'Institut Diderot.

1. Qu'en est-il de la sécurité en Afrique ?

A - Des vulnérabilités facteurs d'insécurité et d'instabilité.

a) La fragilité étatique.

Cette fragilité porte sur les capacités de l'État à assurer les services sociaux de base, la sécurité humaine, la défense nationale et l'intégrité territoriale. Dans certains cas, l'immensité des territoires (1 267 000 km² pour le Niger, 1 240 000 km² pour le Mali et 923 768 km² pour le Nigeria) met la souveraineté de l'État à rude épreuve.

Cette fragilité affecte la stabilité politique et l'État de droit. Elle facilite la corruption qui constitue un facteur important de vulnérabilité institutionnelle, socio-économique et politique, du fait notamment de l'implication d'acteurs politiques et étatiques dans la criminalité financière et économique.

b) L'impact du changement climatique.

L'Afrique connaît aussi une vulnérabilité liée à l'impact du changement climatique. Parmi les indicateurs figurent l'avancée de la désertification et l'ampleur des sécheresses avec, notamment, une baisse de 30 % de la pluviométrie au niveau du Sahel depuis 1970. De son côté, le lac Tchad a connu une forte diminution du volume hydrique et un rétrécissement de la superficie passée en moins de 30 ans de 25 000 km² à 1 350 km². En 2012, selon l'ONU, plus de dix-huit millions de personnes ont été confrontées aux effets de la sécheresse du Nord du Sénégal au Tchad.

c) La cybervulnérabilité.

Selon les estimations de la Quatrième Conférence Africaine de Cyber-sécurité tenue à Abidjan en 2019, les infrastructures numériques africaines sont exposées à 83 % à la cybercriminalité.

B - Montée et hybridation des menaces.

L'Afrique fait face à quatre types de défis sécuritaires :

a) La conflictualité : un défi systémique.

La persistance des conflits armés est un élément majeur d'insécurité et d'instabilité qui affecte le développement et la démocratie. Elle indique l'existence de systèmes de conflit agglomérant un ensemble d'acteurs de violence organisée

(terroristes et rebelles, entre autres) et d'économie criminelle (trafics de drogue, d'armes, de carburants, de personnes et de ressources minières). Dans le Sahel, au bassin du Lac Tchad et dans la corne de l'Afrique, ce sont les djihadistes qui en sont la force motrice. Le système de conflit constitue un foyer d'hybridation de multiples menaces. Divers faits en attestent. En 2010, des chefs d'Aqmi ont participé à des rencontres de narcotrafiquants en Guinée-Bissau. La rébellion touarègue a connu, à partir de 2012, des mutations islamistes dont procède Ansar Dine fondé par Iyad Ag Galy avec des membres d'Aqmi. En 2013, il y a eu connivences et alliance conjoncturelle entre les rebelles sécessionnistes touaregs du MNLA et les djihadistes. Autre cas : l'État islamique au Grand Sahara est dirigé par Adnan Abou Walid Al Sahraoui, issu du Front Polisario et ensuite membre du MUJAO, qui impulsa la grande offensive terroriste de 2012. La situation du Nord Mali entre 2009 et 2019 illustre bien le processus de formation du système de conflit sahélo-saharien.

L'Afrique centrale est aussi confrontée à la constitution d'un système de conflit, dont Boko-Haram est la force motrice, et le bassin du lac Tchad l'épicentre. L'activité djihadiste est actuellement le principal facteur de conflit en Afrique. Elle y est en hausse nonobstant diverses interventions militaires, en passant de 2767 actions terroristes en 2017 à 2919 en 2018.

L'État Islamique opère dans le Sinaï égyptien et le Sahel. Al Shabaab, un des groupes terroristes les plus importants en Afrique, opère à partir de la Somalie. Boko-Haram investit le Bassin du lac Tchad à partir du Nigeria. Pour l'année 2014, il a été reconnu comme le groupe terroriste le plus meurtrier du monde avec 6664 décès provoqués et plus de 2,5 millions de déplacés liés au conflit entre 2009 et 2015 dans le bassin du lac Tchad.

Le Sahel subit actuellement une nouvelle montée de la menace djihadiste. Une dizaine de groupes issus de AQMI et/ou créés entre 2011 et 2017 y opère, notamment Al-Qaïda au Maghreb islamique et singulièrement sa branche saharienne, Ansar Dine; le Front de Libération du Macina opérant dans le Centre du Mali et créé en 2015; Al Mourabitoun regroupant Les Signataires par le Sang et le Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Afrique de l'Ouest (MUJAO); enfin, Ansaroul Islam fondé au Burkina. L'État islamique dans le Grand Sahara, apparu à partir de 2015, intervient au Mali, au Niger et au Burkina.

Deux types de tensions doivent être distingués :

- la montée des violences et conflits intercommunautaires. Opposant, traditionnellement la plupart du temps, nomades et pasteurs, ces conflits alimentés par des enjeux fonciers, entre autres, ont tendance à subir une instrumentalisation politique et terroriste, au Sahel et en Afrique centrale. Une succession de massacres au Mali et ailleurs doit alerter sur cette menace pesant sur les bases de vivre ensemble des peuples de la région. L'imbrication récente des violences terroristes et communautaires indique une autre forme d'hybridation des menaces.
- des risques de conflits interétatiques. Le conflit entre l'Éthiopie et l'Érythrée semble se résorber, de même que la crise ayant mis aux prises divers pays des Grands Lacs, dont le Rwanda et la RDC. En revanche, il y a eu en 2019 une montée des tensions entre l'Égypte et l'Éthiopie à propos du projet de Grand Barrage de la Renaissance que cette dernière exécute sur le Nil. Mais finalement le dialogue et la diplomatie semblent prendre le pas et écarter des risques de confrontation.

b) Les défis de sécurité humaine.

Ce concept articule la santé, la sécurité alimentaire, les droits humains ainsi que la mise à l'abri de la peur et des besoins élémentaires dont dépend la dignité humaine. Les conflits et les trajets tumultueux des migrations clandestines sont des facteurs importants d'insécurité humaine. L'Organisation Internationale des Migrations a recensé près de 17 000 morts et disparus en Méditerranée entre le 1^{er} janvier 2014 et le 30 juillet 2018. Concernant la santé, 69 % des personnes atteintes du VIH dans le monde vivent en Afrique subsaharienne.

c) Une criminalité organisée multiforme.

En Afrique, le trafic de drogue fait partie des activités clefs de la criminalité organisée. Elle est investie à l'occasion par les djihadistes pour diversifier de leurs sources de financement. Près de 27 % de la drogue consommée en Europe transite par l'Afrique. Le trafic humain, de même que celui des armes et des produits miniers (pétrole, or, diamant, coltan), le blanchiment de l'argent sale et le faux-monnaillage occupent une place centrale dans le crime organisé. Celui-ci s'appuie sur la corruption dans divers pays pour avoir des ramifications dans des sphères politiques et étatiques.

La guerre civile libyenne et les persécutions anti-noirs qu'elle a entraînées permirent un trafic scandaleux d'organes humains. Des migrants subsahariens piégés dans la guerre ont été victimes de la vindicte anti-kadhafiste. Beaucoup d'entre eux qui tentaient de fuir à travers le désert furent tués dans des conditions non élucidées. Et près de 90 % des corps retrouvés sur place étaient privés de certains organes visiblement prélevés. Cela relevait d'un trafic d'organes repéré par la police tunisienne et Interpol.

d) L'insécurité maritime.

Elle constitue un défi important et un facteur de fragilisation économique. Elle touche, avec la piraterie, plus particulièrement la façade orientale du continent ainsi que le Golfe de Guinée. Les drames de la migration clandestine en Méditerranée relèvent aussi de la sécurité maritime. La Sécurité africaine a un devoir de prévention et de secours.

2. Aperçu typologique des réponses sécuritaires.

A - Des réponses nationales.

Nonobstant l'existence de l'Union africaine, les principales puissances militaires africaines assument leurs fonctions de sécurité et de défense au niveau national et parfois de manière conjointe au niveau sous-régional.

L'armée algérienne, la seconde d'Afrique et la 27^e mondiale, a mené et remporté une guerre intérieure contre l'islamisme armé. Elle compte 920 000 hommes et 9,6 milliards de dollars de dépenses militaires annuelles, soit 5,3 % de son PIB.

De son côté, l'Égypte, première puissance militaire africaine et 12^e armée du monde, fait face aux djihadistes. Plus de 80 % des événements imputés à l'État islamique en Afrique sont concentrés sur son sol. L'Égypte détient la plus grande couverture militaire aérienne d'Afrique. La défense et la sécurité mobilisent 1 030 000 hommes, avec 9,7 milliards de dollars de dépenses militaires par an, soit 1,2 % de son PIB.

Le Nigeria, première puissance économique d'Afrique, a la quatrième armée du continent derrière l'Afrique du Sud et la 44^e au niveau mondial. Elle mobilise 282 000 hommes et a eu 2 milliards de dollars de dépenses militaires en 2018, soit 0,5 % de son PIB. Le Nigeria a une stratégie anti-terroriste nationale et sous-régionale.

L'Éthiopie, 5^e puissance militaire africaine et 47^e mondiale, consacre 0,6 % de son PIB aux dépenses militaires. Elle fait face, avec le Kenya, au groupe terroriste Al Shabaab en Somalie, conjointement avec des forces de l'Union africaine.

B - Les réponses multinationales.

Dans le Bassin du lac Tchad, le Cameroun, le Niger, le Nigeria et le Tchad, ont constitué la Force multinationale mixte avec des objectifs sous-régionaux de sécurité collective ayant pour principale cible Boko-Haram.

De son côté, le G5 Sahel a mis en place une force conjointe des armées du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad destinée à contrer la montée djihadiste dans le Sahel et appuyée par l'opération Barkhane.

C - Les interventions multilatérales.

Sur 15 missions de maintien de la Paix de l'ONU, 7 se déroulent en Afrique avec 80 000 hommes incluant d'importants effectifs africains.

La MINUSMA (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali) en constitue un exemple.

En Somalie, une mission de l'Union africaine (AMISOM) opère contre les djihadistes.

D - Les interventions étrangères.

Les États-Unis sont intervenus en Somalie en 1993 avec l'ONU, et seuls par des actions aériennes contre les islamistes en 2007. Au Sahel, il y a les opérations françaises (Serval en 2012 et actuellement Barkhane avec 4 500 hommes).

3. La politique africaine commune de sécurité et de défense.

En 2002, la naissance de l'Union africaine est suivie de la création en son sein, en décembre 2003, du Conseil de Paix et de Sécurité. Le 28 février 2004, l'Union adopte une « Déclaration solennelle de politique commune de Sécurité et Défense » qui vient confirmer et légitimer le nouveau dispositif africain de sécurité collective.

A - Le conseil de paix et de sécurité.

Le Protocole l'instituant fut adopté en 2002 et entra en vigueur en décembre 2003. Il définit les composantes, fonctions et missions de l'Architecture Africaine de Paix et de Sécurité. La gestion du Conseil est assurée par 15 membres élus pour des mandats de deux ou trois ans, renouvelables. Ils sont chargés d'impulser le dispositif sécuritaire. Il est chargé de concrétiser les objectifs de l'Union africaine, notamment l'alerte précoce, la prévention, la gestion et la résolution des conflits, le rétablissement et la consolidation de la paix, le développement post-conflit, la prévention des catastrophes, l'assistance humanitaire, la protection de l'état de droit, la promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance, ainsi que des droits de l'Homme.

B - L'architecture africaine de sécurité.

Elle articule :

- les Forces Africaines en attente, constituées de 5 brigades de 6 000 hommes, chacune pré-positionnées au niveau des 5 régions économiques ;
- la Capacité Africaine de Réponse Immédiate aux Crises (CARIC), créée en 2013 pour pallier transitoirement les faiblesses africaines dans la réponse à la crise du Mali en 2012. Elle est alimentée par 5 brigades dont chacune fournit 2 500 hommes formés à l'action rapide.

C - Le projet d'un État panafricain et d'une armée africaine.

Le 9^e sommet des chefs d'État de l'Union Africaine, tenu à Accra du 1^{er} au 3 juillet 2007, débattit du projet des États-Unis d'Afrique avec une mise en œuvre envisagée à l'horizon 2017. La proposition fut loin de faire l'unanimité malgré d'importants soutiens.

En 2009, sous le leadership de Mouammar Kadhafi, l'Union adopta deux projets clefs qui pouvaient marquer une nouvelle étape pour l'Afrique en matières politique et sécuritaire :

- 1) un Conseil Africain de défense, différent dans sa fonction du Conseil de paix et de sécurité ;
- 2) un projet d'Autorité africaine en prélude à une union politique.

C'est dans ce cadre que Kadhafi lança, au sommet des chefs d'État en 2009, le projet d'une Armée africaine constituée d'un à deux millions d'Hommes.

Cette armée devait assumer pleinement des fonctions de défense du continent (absentes des missions du Conseil de paix et de Sécurité) avec notamment une surveillance des frontières, des mers et de l'espace aérien pour «*protéger l'indépendance de l'Afrique et faire face à l'OTAN, à la Chine, à la France, à la Grande-Bretagne et à d'autres pays*», selon le colonel Kadhafi. La politique africaine de défense devait être impulsée par l'Autorité Africaine nantie d'un véritable pouvoir politique concédé par les États en vertu des exigences de l'intégration. Cette décision, actée en 2009 comme la proposition d'Armée africaine, est, à ce jour, restée lettre morte.

La sécurité est un facteur qui peut peser lourdement sur l'avenir de l'Afrique. Pour autant, une simple projection de l'insécurité actuelle sur notre futur ne devrait pas y signifier un chaos politique et économique. À titre d'exemple, c'est nonobstant le développement de Boko-Haram depuis une décennie que le Nigeria a supplanté l'Afrique du Sud comme première puissance économique du continent. Ce qui ne veut pas dire qu'il faut faire fi d'un traitement profond de l'insécurité et des crises. La question est plutôt de savoir comment assurer la sécurité collective de l'Afrique sans préjudice pour son développement durable et la consolidation de la démocratie. Le panafricanisme doit se traduire dans une nouvelle gouvernance régionale capable d'assurer la cohérence, la coordination et la complémentarité des politiques, dispositifs et mécanismes africains dédiés à la Défense et la sécurité, qui ne peuvent être assurés durablement que par les Africains eux-mêmes. Il y faut des capacités opérationnelles patiemment construites et consolidées. L'intégration panafricaine parachevée permettra de transcender des fragilités étatiques éparses et de les rattraper au plan régional.

À l'échelle panafricaine, les alliances stratégiques de sécurité et de défense seront de moins en moins tributaires de l'héritage colonial et postcolonial. L'Afrique n'est pas condamnée, en tant que Tout, à avoir la même histoire et à subir les mêmes rapports inégaux que telle ou telle de ses parties ou certains de ses pays constitutifs. L'autonomie sécuritaire est un levier important qui n'est pas seulement une base de légitimité, mais aussi de durabilité. Elle doit s'articuler à une diplomatie panafricaine de dialogue, de coopération et de défense des intérêts stratégiques et vitaux d'un continent qui va peser géopolitiquement par sa démographie et devra se faire entendre beaucoup plus sur les plans politique et économique. L'avenir ira dans cette direction avec une forte irruption de la jeunesse sur le terrain politique et celui des choix stratégiques.

QUESTIONS DE LA SALLE

Ali Benmakhlouf¹⁷ : *Je vous remercie, M. Courade, d'avoir indiqué comme premier défi celui de décoloniser l'Afrique. J'ai été très surpris par certains discours présentant l'Afrique comme une chance pour l'Europe et pas une chance pour elle-même. Nelson Mandela disait que la première arme de changement était l'éducation, vous l'avez mise comme une des priorités, or on ne l'a pas tellement entendu. M. Chalumeau a utilisé des concepts de stratégie américaine : la zone MENA, Middle East and North Africa, ça n'existe pas, sauf sans les discours stratégiques, et je suis un peu effrayé que cela fasse partie du vocabulaire d'Orange.*

Je voulais justement poser une question autour de la langue. Certains pays ont choisi la langue du colonisateur. Umberto Eco avait dit que la langue de l'Europe était la traduction. Pensez-vous que la traduction puisse être la langue de l'Afrique? Sous quelle forme peut-on lancer un vaste projet de traductibilité de toutes ces traditions?

Je terminerai en soulignant qu'il faut permettre un réel développement et pas une croissance pour quelques-uns. On présente l'arrivée de Peugeot et Renault au Maroc comme quelque chose d'extraordinaire, mais cela ne représente que 2500 emplois au maximum, alors que le Haut-Commissariat au Plan au Maroc a indiqué que le vrai développement, c'était de faire monter en gamme les 100000 familles d'artisans qui sont oubliés au profit des 2500 personnes qui travaillent pour Peugeot et Renault.

Jean-Louis Gergorin¹⁸ : *Je voudrais poser une question sur l'aspect sécuritaire qui est quand même central. Renaud Girard demandait dans Le Figaro du 9 décembre*

17. Professeur de philosophie à l'Université de Paris-Est Créteil et membre sénior de l'Institut universitaire de France, membre du Conseil d'orientation de l'Institut Diderot.

18. Ancien chef du Centre d'analyse et de prévision du Quai d'Orsay, ancien vice-président chargé de la stratégie d'EADS (Airbus).

2019 : « *Le Sahel, un Afghanistan français?* ». *Les Américains sont englués en Afghanistan depuis dix-huit ans. Cela fera sept ans que nous sommes engagés militairement au Mali. Il y a évidemment des pressions pour que la France se retire, mais en même temps la force des djihadistes ne cesse d'augmenter. Je voudrais demander aux deux intervenants, s'ils étaient conviés par le Président Macron pour donner leur avis au Conseil de défense et de sécurité qui se réunit tous les mercredis matin à l'Élysée, ce qu'ils lui conseilleraient face à la situation qui se détériore au Sahel?*

Robert Carle-Empereur¹⁹ : *J'ai une question pour le professeur Diallo : pourquoi avoir volontairement évacué ce risque majeur en Afrique qu'est la corruption?*

Massaër Diallo : Je ne l'ai pas éludé. Je n'ai simplement pas eu le temps de développer ce point. Mais j'ai bien mentionné la corruption comme facteur de fragilité. Cette question est au cœur de la bataille. L'État est vu comme un levier d'enrichissement. L'esprit d'entreprise peut ne pas se développer en Afrique si le système de gouvernance actuel persiste. Dans mon pays, comme dans d'autres, l'entrepreneuriat le plus fructueux, c'est de s'investir en politique et de soutenir le pouvoir. Même les entreprises qui veulent gagner des marchés sont obligées de s'aligner pour gagner. Récemment, la cheffe de l'Office national contre la corruption a bien dit – et déploré – que les entreprises qui ne s'alignaient pas sur les exigences de la corruption perdaient la compétition dans des marchés. C'est un problème extrêmement sérieux.

Concernant la France, tout le monde s'inquiète du tournant des choses. Le président Macron s'est mis à vouloir impliquer l'OTAN. Je pense que l'OTAN ne le fera pas, surtout que ce qui s'est passé en Libye devrait servir de leçon. Une grande partie du flux du terrorisme est lié au cassage de la Libye.

Par rapport à cela, que faut-il faire? Je le dis, comme Georges Courade : les États africains ne peuvent pas se défaire sur des actes extérieurs ; et la France doit prendre conscience du fait que l'intervention étrangère en Afrique est un facteur de plus de délégitimation, de décrédibilisation des États par rapport à leurs populations, et de renforcement d'un sentiment anti-français. La fonction

19. Directeur général de la Mutuelle des familles des diasporas ivoiriennes.

régaliennne ne peut pas être prêtée. Elle peut être déléguée à un niveau supérieur, et c'est l'objectif du panafricanisme. Et je pense que le salut par une approche panafricaine est raisonnable ; elle permettrait au travers de l'intégration africaine qui n'est pas une utopie, une délégation de souveraineté en vue de compenser la faiblesse et la fragilité de certains États. Mais, dans tous les cas de figure, il n'y a pas d'autres chemins que l'implication nécessaire des États eux-mêmes. Et elle ne sera efficace et durable que si les populations sont concernées. Actuellement, elles se désintéressent et hésitent même à envoyer des soldats mourir parce qu'elles se disent que la France est là et que les gens pour lesquels on meurt, eux, « se font des sous ».

Georges Corade : Concernant l'éducation, je ne pense pas que les pays peuvent toujours jouer sur la traduction. Dans un État comme le Cameroun, il y a quand même 300 langues différentes. Les Allemands, quand ils ont colonisé le Cameroun, ont choisi le Douala, parce que c'étaient les premiers Africains rencontrés sur la côte. Ils ne représentent que très peu de monde, ce qui a créé d'autres conflits ensuite. Le Cameroun hésitera toujours à choisir une langue pour dire que celle-là s'imposera aux autres habitants pour qui elle n'est pas la langue maternelle.

En ce qui concerne l'intervention française, je suis d'accord avec Massaër Diallo. En France, on justifie l'opération Barkane en disant qu'on se protège ainsi nous-mêmes de l'arrivée du terrorisme chez nous. Mais l'essentiel de ce qu'on appelle le terrorisme dans les différents pays africains a une source locale. La solution ne pourra donc simplement venir d'une intervention militaire extérieure. Les Africains doivent résoudre ce problème sur tous les autres plans. Les militaires français le savent parfaitement bien, ils peuvent, au mieux, contenir les choses sur certains points, mais pas plus. Les véritables solutions sont forcément locales.

Yves Biyah : *Un complément rapide sur ce qui a été dit. Il y a cette petite musique qui voudrait que ce soit presque de la charité ce que la France fait là-bas. J'ai trois choses à dire sur le sujet. Premièrement, c'est que même si c'était de la charité, ce ne serait pas illogique : lors des guerres mondiales, les soldats africains ont aidé la France, et donc cette intervention peut se justifier par des considérations historiques. Ensuite, les causes de ce qui se passe là-bas sont directement liées à l'action de la France, notamment en Libye. Une grande partie du désordre dans le Sahel est le résultat de l'action sans aucune coordination, sans aucune stratégie,*

décidée par la France. Donc, il n'est pas complètement absurde que la France se sente tenue de régler les problèmes qu'elle a elle-même créés. Enfin, en Afrique orientale ou australe, il n'y a pas besoin de puissance étrangère pour maintenir la sécurité. Il faut se demander pourquoi on en a toujours besoin en Afrique francophone alors que les Kenyans ou les Éthiopiens assurent leur sécurité. Là aussi, il y a une responsabilité de la France, pas forcément pensée, due à une forme de complaisance vis-à-vis de régimes en Afrique francophone qui ne sont parfois pas légitimes, qui n'ont parfois pas le soutien de leur population et donc se trouvent en difficulté pour régler leurs problèmes.

Jean-Pierre Hos ²⁰ : *La conclusion de ce que vous venez de dire, c'est que la France doit partir ou rester?*

Yves Biyah : Non, je pense qu'elle doit rester. C'est son intérêt et, comme je l'ai dit, il y a des raisons historiques qui devraient la pousser à rester, pour l'instant.

Henri de Villeneuve : *Comment expliquer que ce débat sur la colonisation, ce ressenti très difficile vis-à-vis de l'ancienne métropole, existe en Afrique francophone et pas en Afrique anglophone? Ce que Monsieur Diallo vient de dire ne concerne pas l'Afrique orientale et australe. Donc, en un mot, sommes-nous trop présents là où ça ne va pas, et pas assez présents là où ça va?*

Yves Biyah : Sur la question en toile de fond, celle du sentiment anti-français, qui a effectivement tendance à monter dans les sociétés civiles d'Afrique de l'Ouest, je pense que c'est lié au fait que les populations des pays d'Afrique francophone subsaharienne pensent, à tort ou à raison, que la France est complice de régimes qui ne travaillent pas pour le bien de leur population. Ils projettent donc sur la France, leur rejet, pour certains, de leurs régimes.

Massaër Diallo : Concernant la présence de la France en Afrique, on sait que pendant la présidence de M. Sarkozy, le Livre blanc de la Défense proposait une sorte de désengagement de beaucoup de zones, par exemple la Côte d'Ivoire. Mais que s'est-il passé? Il y a eu la crise électorale entre Gbagbo et Ouattara, et, à l'inverse de ce qui avait été énoncé et annoncé, la France est restée et a développé un interventionnisme militaire politiquement orienté. C'est sous le

20. Ancien Conseiller d'État, membre du Collège de la déontologie de la sécurité du Défenseur des Droits.

même président Sarkozy que la France a militairement arbitré la crise électorale ivoirienne en faveur de Ouattara. Elle est intervenue et restée en Côte d'Ivoire à contre-courant de sa propre doctrine du Livre blanc ; le désengagement prévu s'est progressivement traduit par un vrai redéploiement. La France n'est pas encore sortie de la doctrine de la présence militaire. Et il y a là un risque qui est extrêmement grand, sans pour autant qu'on puisse parler d'une nouvelle « Afghanisation » et même si certains parlent de « Sahelistan ». En effet, chaque société, chaque aire géopolitique a sa propre histoire, qui peut être aussi désastreuse qu'une autre sans en constituer une simple reproduction. La leçon à tirer de tout cela est que cette politique est souvent contre-productive et surtout qu'elle permet à des gens qui ont des responsabilités là-dedans de pouvoir se défaire et se reposer sur la France. Il y a une sorte de dialectique du maître et de l'esclave, ruse et contre-ruse : la France intervient et assure ses intérêts, mais les régimes en place en profitent, réussissant même à masquer quelquefois leurs lourdes responsabilités.

La France ne peut pas faire la démocratie à la place des populations, et elle devrait réfléchir aux risques non seulement d'enlèvement, mais de dégradation de son image. Le paramètre nouveau, qui n'existait pas depuis très longtemps, est une rapide amplification du sentiment anti-français. Certaines choses sont inventées, mais aussi certaines attitudes les nourrissent. Les gens dénoncent une collusion de l'armée française avec les terroristes : c'est faux, mais il est vrai que lors de la crise de 2013 la France a soutenu, voire protégé, le Mouvement national de libération de l'Azawad, le MNLA, un mouvement de rébellion qui s'est acoquiné avec le terrorisme. Un bon exemple est le récent congrès du MLNA. D'un côté, j'avais commencé à en recevoir des photos où l'on disait que des troupes des Nations Unies assuraient la sécurité à l'entrée du Congrès. J'ai alors d'abord pensé que c'était une invention. Mais, d'un autre côté, les réactions tout à fait formelles et institutionnelles de l'État malien (en l'occurrence du Président malien lui-même) sur les faits incriminés permirent de se rendre compte de leur réalité ! On ne peut pas accuser ces autorités d'être anti-français. Elles ont décidé de juger *persona non grata* le chef de la mission des Nations Unies à Kidal, qui est français. Il avait pris, semble-t-il, une position officielle paradoxale en souhaitant la bienvenue aux délégations étrangères venues au Congrès, parmi lesquelles celle du Mali... Cela a été ensuite rectifié, mais cela n'a pas manqué de jeter évidemment le trouble, dans un pays où la ville de Kidal, contrôlée par la rébellion touarègue, n'était toujours pas accessible aux troupes

maliennes. Les gens s'appuient sur cela, entre autres, pour dire que la France soutient les terroristes, et même s'il s'est avéré faux qu'elle ait livré des motos aux djihadistes. En effet, l'avion-cargo français dont les images alimentaient des *fakes news* avait plutôt livré des motos à l'armée malienne.

La France peut, si elle a de la souplesse, pousser ses partenaires à assumer leur part de responsabilité et appuyer la capacité africaine à assumer sa sécurité collective. Elle ne pourra jamais elle-même assurer cette sécurité. Ce ne sera pas en étant le gendarme en Afrique qu'elle pourra développer un partenariat stratégique durable et mutuellement avantageux.

CONCLUSION

Les clichés hérités du passé et les informations diffusées, au jour le jour, par les médias sur les événements, généralement dramatiques, qui peuvent se produire dans l'un ou l'autre des 54 pays qui forment le continent, donnent de l'Afrique une image déformée et simpliste.

L'Afrique présente une réalité riche, diverse et complexe, marquée certes par l'héritage du passé mais aussi par une dynamique très actuelle et des potentialités exceptionnelles.

L'Afrique bouge. Elle veut assumer son destin, comme d'autres l'ont fait ailleurs en d'autres temps. La nécessité d'agir en tant qu'entité de grande dimension, qui a conduit en Europe à la création d'États-nations, impose désormais de penser en termes de continent : c'est ce qu'est l'Afrique.

Aucun progrès dans ce sens n'est possible sans difficulté, sans conflit, sans gagnant et perdant comme l'a démontré l'histoire partout dans le monde. Les choses se mettent en place.

Fernand Braudel, qui a décrit le déploiement successif d'économie monde, n'a pas prévu que ce rôle puisse échoir à l'Afrique. Pourtant, quand la Chine frappée par le vieillissement et la contraction de sa population aura passé son tour, l'Afrique a de fortes chances de prendre le relais.

Elle devrait, en effet, être la dernière à connaître un dynamisme démographique, à disposer de vastes espaces et de nombreuses ressources naturelles. Ses retards d'aujourd'hui facilitent le déploiement de solutions d'avenir, comme on le voit en matière de bancarisation. On sait que ces conditions favorables ne sont pas suffisantes. Pour qu'elles deviennent de véritables atouts, il faut en outre :

- Une population éduquée et des élites bien formées qui restent au pays : c'est en cours.
- Une gouvernance politique éclairée : les progrès récents devraient être confortés par les premiers succès.
- Et, enfin, en avoir envie : c'est un élément culturel difficile à définir et qu'on ne peut organiser.

L'Afrique dispose, cependant, de ses principaux constituants :

- Une population jeune qui n'attend que d'elle-même la satisfaction de ses besoins.
- Avoir rompu avec un passé qui, partout et toujours, freine l'avènement d'un avenir différent.
- Le désir de s'affirmer dans le monde et d'y jouer une partition choisie et non plus imposée.

Un long chemin reste à parcourir mais l'histoire montre que le cheminement offre davantage de satisfactions que l'atteinte du but.

Jean-Claude Seys
Président de l'Institut Diderot

Retrouvez l'actualité de l'Institut Diderot sur
www.institutediderot.fr / @InstitutDiderot

LES PUBLICATIONS DE L'INSTITUT DIDEROT

Dans la collection « Les Colloques de l'Institut Diderot »

- L'avenir du progrès (actes des Entretiens 2011)
- Les 18-24 ans et l'avenir de la politique

Les Notes de l'Institut Diderot

- L'euthanasie, à travers le cas de Vincent Humbert - *Emmanuel Halais*
- Le futur de la procréation - *Pascal Nouvel*
- La République à l'épreuve du communautarisme - *Eric Keslassy*
- Proposition pour la Chine - *Pierre-Louis Ménard*
- L'habitat en utopie - *Thierry Paquot*
- Une Assemblée nationale plus représentative - *Eric Keslassy*
- Où va l'Égypte ? - *Ismail Serageldin*
- Sur le service civique - *Jean-Pierre Gualazzi*
- La recherche en France et en Allemagne - *Michèle Vallenthini*
- Le fanatisme - *Texte d'Alexandre Deleyre présenté par Dominique Lecourt*
- De l'antisémitisme en France - *Eric Keslassy*
- Je suis Charlie. Un an après... - *Patrick Autréaux*
- Attachement, trauma et résilience - *Boris Cyrulnik*
- La droite est-elle prête pour 2017 ? - *Alexis Feertchak*
- Réinventer le travail sans l'emploi - *Ariel Kyrrou*
- Crise de l'École française - *Jean-Hugues Barthélémy*
- À propos du revenu universel - *Alexis Feertchak & Gaspard Koenig*
- Une Assemblée nationale plus représentative - Mandature 2017-2022 - *Eric Keslassy*
- Handicap et République - *Pierre Gallix*
- L'avenir de notre modèle social français - *Jacky Bontems & Aude de Castet*
- Réflexions sur la recherche française - *Raymond Piccoli*
- Le système de santé privé en Espagne : quels enseignements pour la France ?
Didier Bazzocchi & Arnaud Chneiweiss
- Le maquis des aides sociales - *Jean-Pierre Gualazzi*
- Réformer les retraites, c'est transformer la société - *Jacky Bontems & Aude de Castet*
- Vers un droit du travail 3.0 - *Nicolas Dulac*
- L'assurance santé privée en Allemagne : quels enseignements pour la France ?
Arnaud Chneiweiss & Nadia Desmaris
- Repenser l'habitat. Quelles solidarités pour relever le défi du logement dans une société de la longévité ?
Jacky Bontems & Aude de Castet

Les Carnets des Dialogues du Matin

- L'avenir de l'automobile - *Louis Schweitzer*
- Les nanotechnologies & l'avenir de l'homme - *Etienne Klein*
- L'avenir de la croissance - *Bernard Stiegler*
- L'avenir de la régénération cérébrale - *Alain Prochiantz*
- L'avenir de l'Europe - *Franck Debié*
- L'avenir de la cybersécurité - *Nicolas Arpagian*
- L'avenir de la population française - *François Héran*
- L'avenir de la cancérologie - *François Goldwasser*
- L'avenir de la prédiction - *Henri Atlan*
- L'avenir de l'aménagement des territoires - *Jérôme Monod*
- L'avenir de la démocratie - *Dominique Schnapper*
- L'avenir du capitalisme - *Bernard Maris*
- L'avenir de la dépendance - *Florence Lustman*
- L'avenir de l'alimentation - *Marion Guillaou*
- L'avenir des humanités - *Jean-François Pradeau*
- L'avenir des villes - *Thierry Paquot*
- L'avenir du droit international - *Monique Chemillier-Gendreau*
- L'avenir de la famille - *Boris Cyrulnik*
- L'avenir du populisme - *Dominique Reynié*
- L'avenir de la puissance chinoise - *Jean-Luc Domenach*
- L'avenir de l'économie sociale - *Jean-Claude Seys*
- L'avenir de la vie privée dans la société numérique - *Alex Türk*
- L'avenir de l'hôpital public - *Bernard Granger*
- L'avenir de la guerre - *Henri Bentégeat & Rony Brauman*
- L'avenir de la politique industrielle française - *Louis Gallois*
- L'avenir de la politique énergétique française - *Pierre Papon*
- L'avenir du pétrole - *Claude Mandil*
- L'avenir de l'euro et de la BCE - *Henri Guaino & Denis Kessler*
- L'avenir de la propriété intellectuelle - *Denis Olivennes*
- L'avenir du travail - *Dominique Méda*
- L'avenir de l'anti-science - *Alexandre Moatti*
- L'avenir du logement - *Olivier Mitterand*
- L'avenir de la mondialisation - *Jean-Pierre Chevènement*
- L'avenir de la lutte contre la pauvreté - *François Chérèque*
- L'avenir du climat - *Jean Jouzel*
- L'avenir de la nouvelle Russie - *Alexandre Adler*
- L'avenir de la politique - *Alain Juppé*
- L'avenir des Big-Data - *Kenneth Cukier et Dominique Leglu*
- L'avenir de l'organisation des Entreprises - *Guillaume Poitrial*
- L'avenir de l'enseignement du fait religieux dans l'École laïque - *Régis Debray*
- L'avenir des inégalités - *Hervé Le Bras*
- L'avenir de la diplomatie - *Pierre Grosser*
- L'avenir des relations Franco-russes - *S.E. Alexandre Orlov*
- L'avenir du Parlement - *François Cornut-Gentille*
- L'avenir du terrorisme - *Alain Bauer*
- L'avenir du politiquement correct - *André Comte-Sponville & Dominique Lecourt*
- L'avenir de la zone euro - *Michel Aglietta & Jacques Sapir*
- L'avenir du conflit entre chiïtes et sunnites - *Anne-Clémentine Larroque*
- L'avenir de l'Iran - *S.E. Ali Ahani*

- L'avenir de l'enseignement - *François-Xavier Bellamy*
- L'avenir du travail à l'âge du numérique - *Bruno Mettling*
- L'avenir de la géopolitique - *Hubert Védrine*
- L'avenir des armées françaises - *Vincent Desportes*
- L'avenir de la paix - *Dominique de Villepin*
- L'avenir des relations franco-chinoise - *S.E. Zhai Jun*
- Le Défi de l'islam de France - *Jean-Pierre Chevènement*
- L'avenir de l'humanitaire - *Olivier Berthe - Rony Brauman - Xavier Emmanuelli*
- L'avenir de la crise du Golfe entre le Qatar et ses voisins - *Georges Malbrunot*
- L'avenir du Grand Paris - *Philippe Yvin*
- Entre autonomie et Interdit : comment lutter contre l'obésité ? - *Nicolas Bouzou & Alain Coulomb*
- L'avenir de la Corée du Nord - *Juliette Morillot & Antoine Bondaz*
- L'avenir de la justice sociale - *Laurent Berger*
- Quelles menaces numériques dans un monde hyperconnecté ? - *Nicolas Arpagian*
- L'avenir de la Bioéthique - *Jean Leonetti*
- Données personnelles : pour un droit de propriété ? - *Pierre Bellanger & Gaspard Koenig*
- Quels défis pour l'Algérie d'aujourd'hui ? - *Pierre Vermeren*
- Turquie : perspectives européennes et régionales - *S.E. Ismail Hakki Musa*
- Burn-out : le mal du siècle ? - *Philippe Fossati & François Marchand*
- L'avenir de la loi de 1905 sur la séparation des Église et de l'État - *Jean-Philippe Hubsch*
- L'avenir du bitcoin et de la blockchain - *Georges Gonthier & Ivan Odonnat*
- Le Royaume-Uni après le Brexit - *Annabelle Mourougane - Frédéric de Brouwer & Pierre Beynet*
- L'avenir de la communication politique - *Gaspard Gantzer*
- L'avenir du transhumanisme - *Olivier Rey*
- L'économie de demain : sociale, solidaire et circulaire ? - *Géraldine Lacroix & Romain Slitine*
- La transformation numérique de la défense française - *Vice-amiral Arnaud Coustillière*
- L'avenir de l'indépendance scientifique et technologique française - *Gérard Longuet*

Les Dîners de l'Institut Diderot

- La Prospective, de demain à aujourd'hui - *Nathalie Kosciusko-Morizet*
- Politique de santé : répondre aux défis de demain - *Claude Evin*
- La réforme de la santé aux États-Unis : quels enseignements pour l'assurance maladie française ?
Victor Rodwin
- La question du médicament - *Philippe Even*
- La décision en droit de santé - *Didier Truchet*
- Le corps ce grand oublié de la parité - *Claudine Junien*
- Des guerres à venir ? - *Philippe Fabry*
- Les traitements de la maladie de Parkinson - *Alim-Louis Benabib*
- La souveraineté numérique - *Pierre Bellanger*
- Le Brexit et maintenant - *Pierre Sellal*
- Les Jeux paralympiques de Paris 2024 : une opportunité de santé publique ?
Professeur François Genet & Jean Minier - Texte écrit en collaboration avec Philippe Fourny
- L'intelligence artificielle n'existe pas - *Luc Julia*

L'avenir de l'Afrique

Avec plus de 2,48 milliards d'habitants, la population des 54 pays africains aura doublée en 2050. Face aux booms économique et démographique, à la création de la zone de libre-échange intra-africaine, au projet de création d'une monnaie unique des 15 pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, aux défis sécuritaires, migratoires, de santé publique et à l'urgence climatique, la France saura-t-elle accompagner durablement le développement du continent africain ?

Parviendra-t-elle à induire une coopération rénovée et renforcée pour une migration sûre, ordonnée et régulière en trouvant ainsi un allié de poids sur la scène internationale, notamment dans un contexte où des acteurs comme la Chine, entre autres, se positionnent durablement sur un continent en demande de partenariat équilibré ?

• Yves BIYAH



Directeur général adjoint du Groupe Media *Jeune Afrique*.

• Pr. Joseph BRUNET-JAILLY



© Serge Cannasse

Ancien doyen de la Faculté de Sciences économique d'Aix-en-Provence, Directeur honoraire de recherches à l'IRD, Chargé d'enseignement à Sciences-Po.

• Thomas CHALUMEAU



Directeur de la stratégie d'Orange Moyen-Orient et Afrique.

• Pr. Georges COURADE



Directeur honoraire de recherches à l'IRD, professeur associé à l'université de Paris 1 (Panthéon-Sorbonne).

• Pr. Massaër DIALLO



Président de l'Institut d'Études Politiques et Stratégiques (IEPS), membre du Conseil d'orientation de l'Institut Diderot.

• Khaled IGUÉ



Président du Club 2030 Afrique.

• Jérôme KOUMBA



Expert auprès des Nations Unies depuis 1991, Directeur général de GES Environnement.

• Pr. Dominique LECOURT



Directeur général de l'Institut Diderot.

• Jean-Claude SEYS



Président de l'Institut Diderot.